

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES
FINANCES ET DU DÉVELOPPEMENT

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION GÉNÉRALE DES
AFFAIRES IMMOBILIÈRES ET
DE L'ÉQUIPEMENT DE L'ÉTAT



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

Annuaire Statistique

*Des affaires immobilières et de l'équipement de
l'Etat 2016*

Edition 2017

AVANT-PROPOS



Le repositionnement de la gestion du patrimoine non financier de l'Etat au centre de l'action du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID) s'est révélé comme une nécessité pour améliorer la gestion des finances publiques au Burkina Faso. A cet effet, ce ministère a entrepris, depuis 2008, une importante réforme institutionnelle et organisationnelle pour assurer une prise en charge intégrale de la fonction patrimoniale de l'Etat

à travers la création d'une direction générale en charge de la gestion du patrimoine de l'Etat. Cette réforme a permis une meilleure intégration du processus d'implantation de la comptabilité des matières dans la dynamique des réformes majeures du ministère.

La comptabilité des matières a précisément pour ambition d'améliorer la gouvernance des biens de l'Etat par la mise en place d'un système de gestion administrative, statistique et comptable. Au-delà de cette ambition, son déploiement dans toutes les sphères de l'administration publique vise à mettre en place un système d'information fiable et revêt un double enjeu à savoir :

- contribuer à la nouvelle réforme budgétaire par la mise à disposition d'informations statistiques sur le patrimoine non financier dont disposent les administrations pour améliorer la prise de décision;
- contribuer à la réforme de la comptabilité de l'Etat telle que préconisée par le nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à travers les données sur le patrimoine non financier de l'Etat.

En s'inscrivant dans la dynamique impulsée au sein du MINEFID de renforcer le système d'information statistique dans le secteur de l'économie et des finances, la Direction Générale des Affaires Immobilières et de l'Equipeement de l'Etat (DGAIE) s'engage pour compter de cette édition, à produire chaque année un annuaire statistique des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat.

La production des données statistiques sur le patrimoine non financier répond à la quête permanente d'informations fiables d'une multitude d'acteurs dont notamment, les usagers de la DGAIE, les administrations publiques, le monde universitaire, les partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile, le citoyen, etc.

Cet instrument statistique qui constitue un jalon important dans la diffusion des informations statistiques sur le patrimoine non financier de l'Etat va, continuellement, s'enrichir des données de la comptabilité des matières tenue dans les ministères et institutions. Cette première édition récapitule les données statistiques collectées de façon isolée par la DGAIE sur la période de référence 2012-2016.

Comme toute œuvre humaine, des insuffisances pourraient être décelées dans le document sans fondamentalement remettre en cause sa qualité.

Toutefois, j'espère qu'elle répondra aux besoins des utilisateurs et je ne doute pas que les prochaines éditions seront plus exhaustives et permettront de rendre disponible, une série de données sur l'ensemble du champ que renferme le patrimoine non financier de l'Etat.

La Directrice Générale des Affaires Immobilières et
de l'Équipement de l'Etat

Edith BELEM/DAMIBA

Chevalier de l'Ordre de mérite Burkinabè

TABLE DE MATIERES

AVANT-PROPOS	1
TABLE DE MATIERES	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
LISTE DES TABLEAUX.....	6
LISTE DES GRAPHIQUES	8
RESUME EXECUTIF.....	10
PRESENTATION DE LA DGAIE	11
1. Sa mission.....	12
2. Ses attributions	12
3. Ses structures	13
PREMIERE PARTIE : ANALYSE DES INDICATEURS CLÉS DU PATRIMOINE NON FINANCIER DE L'ETAT	15
I. Indicateurs clés de la DGAIE.....	16
I.1 Les ressources humaines.....	17
I.2 Les ressources financières et matérielles	22
II- BATIMENTS ADMINISTRATIFS	25
II.1 Indicateurs clés des bâtiments administratifs	26
II.2 Evolution des Baux administratifs.....	28
II.3 Répartition des baux administratifs en 2016.....	30
III- RECETTES DE SERVICES	33
III. Recettes de service	34
IV- SERVICES ASSOCIES.....	36
IV. Les services associés	37
V- DEPENSES D'EQUIPEMENTS, EAU, ELECTRICITE ET TELEPHONE	39
V.1 Dépenses de fournitures et équipements	40
V.2 Dépenses d'eau, électricité et téléphone	42
VI- PATRIMOINE ROULANT DE L'ETAT	45
VI.1 Situation du parc automobile de l'Etat 2016.....	46
VI.2. Dépenses relatives au matériel roulant de l'ETAT	49
VII- AUTRES INDICATEURS DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DE L'EQUIPEMENTS DE L'ETAT	51
VII.1 Réception des biens de l'Etat.....	52

VII.2 Réforme des biens de l'Etat	54
VII.3 Situation des ventes aux enchères	56
VII.4 Déploiement de la comptabilité des matières dans l'administration publique	59
DEUXIEME PARTIE : QUELQUES STATISTIQUE DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DE L'EQUIPEMENT DE L'ETAT	61
I- STATISTIQUES SUR LE PERSONNEL DE LA DGAIE	62
II- STATISTIQUES SUR LES BATIMENTS ADMINISTRATIFS DE L'ETAT	64
III- STATISTIQUES SUR LES DEPENSES D'EQUIPEMENTS, EAU, ELECTRICITE ET TELEPHONE	68
IV- STATISTIQUES SUR LE PARC AUTOMOBILE DE L'ETAT	71
GLOSSAIRE	75

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ANLF	Autorité Nationale de Lutte contre la Fraude
CID	Circuit Informatisé de la Dépense
CNOI	Commission Nationale des Opérations Immobilières
DAIE	Direction des Affaires Immobilières de l'Etat
DCM	Direction de la Comptabilité Matières
DEDC	Direction de l'Equipement de l'Etat et des Dépenses Communes
DGAIE	Direction Générale des Affaires Immobilière et de l'Equipement de l'Etat
DGD	Direction Générale des Douanes
DGI	Direction Générale des Impôts
DGPE	Direction Générale du Patrimoine de l'Etat
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DGTTM	Direction Générale des Transports Terrestres et Maritimes
DPAE	Direction du Parc Automobile de l'Etat
EPE	Etablissement Public de l'Etat
Francs CFA	Francs de la Communauté Financière Africaine
MINEFID	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
POSEF	Politique Sectorielle de l'Economie et des Finances
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : répartition des effectifs des différentes structures de la DGAIE.....	18
Tableau 2 : évolution de l'effectif des contractuels	19
Tableau 3 : répartition de l'effectif selon le genre	21
Tableau 4 : situation du parc roulant de la DGAIE en 2016.....	22
Tableau 5 : évolution des dotations budgétaires de la DGAIE.....	24
Tableau 6 : évolution du parc informatique de la DGAIE.....	24
Tableau 7 : situation des baux administratifs en 2016, par région.....	31
Tableau 8 : situation des baux administratifs dans la région du Centre selon le type d'usage, en 2016	32
Tableau 9 : évolution des recettes de service de la DGAIE par nature (en milliards de Francs CFA)	35
Tableau 10: variation des dépenses associées à l'utilisation des bâtiments par l'administration (en million de Francs CFA)	38
Tableau 11 : situation du Parc Automobile de l'Etat au 31 décembre 2016	47
Tableau 12 : évolution des dépenses relatives au matériel roulant des Ministères et Institutions (en Milliards de Francs CFA).....	50
Tableau 13: variation des dépenses relatives au matériel roulant des Ministères et institutions.....	50
Tableau 14 : Evolution des réceptions des biens des ministères et institutions de l'Etat.....	53
Tableau 15 : évolution du nombre de véhicules reformés	55
Tableau 16: évolution des quantités de biens vendus aux enchères publiques	57
Tableau 17 : évolution du nombre de structures bénéficiaires de l'implantation de la comptabilité des matières.....	60
Tableau 18 : évolution de l'effectif de personnes formées ou sensibilisées sur la comptabilité des matières.....	60
Tableau 19 : répartition du personnel par catégorie (en %).....	62
Tableau 20 : évolution de l'effectif des fonctionnaires par catégorie	63
Tableau 21 : évolution personnel par tranche d'âge	63
Tableau 22 : Situation des bâtiments administratifs selon le type d'usage au niveau central en 2016.....	65
Tableau 23 : Situation des bâtiments administratifs dans quelques chefs lieu de région en 2016.....	65
Tableau 24 : Evolution des dépenses de construction de nouveaux bâtiments administratifs (en millions de Francs CFA).....	65
Tableau 25: Evolution du portefeuille de baux administratifs consentis à l'Etat par type d'usage	65
Tableau 26: Evolution du montant des baux administratifs consentis à l'Etat par type d'usage (en milliards de Francs CFA).....	65
Tableau 27 : évolution du nombre de demandes de location de bâtiments exprimé et approuvé.....	66

<i>Tableau 28 : évolution du nombre de contrats de bail résiliés par type d'usage.....</i>	<i>66</i>
<i>Tableau 29 : évolution du montant des contrats de bail résiliés par type d'usage</i>	<i>66</i>
<i>Tableau 30 : Evolution des recouvrements des recettes de service de la DGAIE....</i>	<i>66</i>
<i>Tableau 31 : Evolution des dépenses associées à l'utilisation des bâtiments par l'administration.....</i>	<i>66</i>
<i>Tableau 32: Evolution des acquisitions d'équipements faites par les ministères et institutions (en milliards de Francs CFA)</i>	<i>69</i>
<i>Tableau 33 : Evolution des acquisitions d'imprimés administratifs (en millions de Francs CFA)</i>	<i>69</i>
<i>Tableau 34 : Programme d'équipement de l'administration publique</i>	<i>69</i>
<i>Tableau 35 : Evolution du montant des factures d'eau, d'électricité et de téléphone</i>	<i>69</i>
<i>Tableau 36: Evolution des DCIM et des dépenses de fonctionnement courant de l'Administration</i>	<i>69</i>
<i>Tableau 37: situation du parc automobile de l'Etat au niveau central en 2016.....</i>	<i>72</i>
<i>Tableau 38: Situation en 2016 du parc automobile de l'Etat par région et par types de véhicules.....</i>	<i>73</i>
<i>Tableau 39: Situation du parc automobile de l'Etat et par type de véhicules en 2016</i>	<i>74</i>

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : répartition du personnel par catégorie (%).....	19
Graphique 2 : évolution de l'effectif des fonctionnaires par catégorie.....	19
Graphique 3 : évolution de l'effectif des contractuels	20
Graphique 4: répartition de l'effectif par tranche d'âge	21
Graphique 5 : Situation des bâtiments administratifs en 2016 selon le type d'usage au niveau central	27
Graphique 6 :situation des batiments administratifs dans quelques chefs lieux de région en 2016.....	27
Graphique 7 : évolution des dépenses de construction nouvelle de bâtiments administratifs (en millions de Francs CFA).....	27
Graphique 8: évolution du nombre de baux consentis à l'Etat.....	29
Graphique 9 : évolution du montant des baux consentis à l'Etat (en milliards de Francs CFA).....	29
Graphique 10 : : évolution des demandes de location des batiments administratifs.	29
Graphique 11 : évolution du taux de satisfaction des demandes de locations de bâtiments.....	29
Graphique 12 : évolution du montant des baux consentis à l'Etat (en milliards de Francs CFA).....	31
Graphique 13 : structure du portefeuille de baux administratif selon le type d'usage en en 2016.....	31
Graphique 14 : montant des baux administratif selon le type d'usage en en 2016...	31
Graphique 15 : évolution des recettes totales de service de la DGAIE (en millions de Francs CFA).....	35
Graphique 16 : évolution de la structure des recettes de service de la DGAIE	35
Graphique 17: évolution des dépenses associées à l'utilisation des bâtiments par l'administration (en millions de Francs CFA)	38
Graphique 18: évolution des dépenses associées à l'utilisation des bâtiments par l'administration (en millions de Francs CFA)	38
Graphique 19 : évolution des depenses d'équipements par type	41
Graphique 20 : repartition des depenses d'équipements faites par les ministères et institutions (%).....	41
Graphique 21 : répartition des dépenses de consommation par secteur (%)	44
Graphique 22: évolution des consommations moyennes mensuelles d'eau, d'électricité et de téléphone par agents.	44
Graphique 23 : répartition du parc automobile de l'Etat par type de véhicules en 2016	47
Graphique 24 : situation du parc auto de l'Etat au niveau central et au niveau régional	47
Graphique 25 : situation des véhicules 2 roues et 4 roues du parc auto national de l'état en 2016.....	47

<i>Graphique 26 : situation des véhicules 4 roues du parc auto de l'Etat par type en 2016.....</i>	<i>47</i>
<i>Graphique 27 : Evolution des dépenses relatives au matériel roulant des Ministères et institutions.....</i>	<i>50</i>
<i>Graphique 28 : Evolution du montant moyen d'une réception</i>	<i>53</i>
<i>Graphique 29 : répartition du matériel reformé en 2016 par type (%).....</i>	<i>55</i>
<i>Graphique 30 : situation des ventes aux enchères des matières de l'Etat dans quelques régions (Francs CFA).....</i>	<i>57</i>
<i>Graphique 31 : évolution des taux de croissance des ventes aux enchères publiques</i>	<i>58</i>
<i>Graphique 32 : répartitions (%) des structures bénéficiaires du déploiement de la comptabilité des matières.....</i>	<i>60</i>
<i>Graphique 33 : évolution du nombre de personnes formées sur la comptabilité des matières.....</i>	<i>60</i>

RESUME EXECUTIF

L'annuaire statistique des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat est un document en deux (02) parties. Il analyse d'une part, quelques indicateurs clés du patrimoine non financier de l'Etat (1^{ère} partie) et présente d'autre part, essentiellement des tableaux qui donnent des détails sur les statistiques du patrimoine non financier de l'Etat (2^{ème} partie). La période de collecte couvre les années 2012-2016. Le périmètre de couverture des statistiques collectées dans le cadre de cette édition renferme les statistiques sur les moyens généraux de la DGAIE, le patrimoine immobilier, le patrimoine mobilier, le patrimoine roulant de l'Etat, les services associés à la gestion du patrimoine non financiers de l'Etat et leurs recettes et les autres statistiques des affaires immobilières et équipements de l'Etat.

Les indicateurs analysés concernent les rubriques suivantes : les ressources humaines, les ressources financières et matérielles, la situation des bâtiments administratifs, l'évolution des baux administratifs, la situation des baux administratifs en 2016, les recettes de service, les services associés, les fournitures et équipements, les consommations d'eau, d'électricité et de téléphone, la situation du parc automobile de l'Etat en 2016, les dépenses relatives au matériel roulant de l'Etat, la réception des biens de l'Etat, la réforme des biens de l'Etat, la situation des ventes aux enchères et le déploiement de la comptabilité des matières dans l'administration publique.

Pour chaque indicateur, l'annuaire statistique fait ressortir trois (03) points :

- les points saillants qui synthétisent les caractéristiques majeures de l'indicateur ;
- le commentaire général qui interprète l'évolution de l'indicateur ;
- les notes méthodologiques qui définissent et expliquent certains concepts s'il y a lieu.

PRESENTATION DE LA DGAIE

Le ministère en charge de l'économie et des finances du Burkina Faso a entrepris en 2012, un processus de réforme organisationnelle à travers un Plan stratégique institutionnel, document d'opérationnalisation de la politique sectorielle de l'Économie et des Finances (POSEF).

La résultante de ce processus s'est traduite par l'adoption du décret n° 2012-546/PRES/PM/MEF du 02 juillet 2012 portant organisation du ministère de l'économie et des finances consacrant d'une part le redéploiement de certaines structures et d'autre part, le renforcement ou la création de nouvelles structures au titre desquelles la Direction Générale des Affaires Immobilières et de l'Équipement de l'État, créée en remplacement de la Direction Générale du Patrimoine de l'Etat (DGPE).

La Direction Générale des Affaires Immobilières et de l'Équipement de l'État étant de création relativement récente, il importe de faire un focus sur son organigramme.

1. Sa mission

La Direction Générale des Affaires Immobilières et de L'Équipement de l'État est une structure centrale du Ministère de l'économie, des finances et du développement. Conformément au décret n° 2016-381/PRES/PM/MINEFID du 20 mai 2016 portant organisation de ce département, la Direction Générale des Affaires Immobilières et de l'Équipement de l'Etat a pour mission « d'assurer la gestion du patrimoine mobilier et immobilier de l'Etat ».

2. Ses attributions

Aux termes de l'Arrêté n° 2016-0210/ MINEFID/SG/DGAIE du 14 juillet 2016, portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction Générale des Affaires Immobilières et de l'Équipement de l'Etat, elle est chargée principalement :

- d'élaborer la politique immobilière et de l'équipement de l'Etat et de suivre la mise en œuvre de la stratégie définie en la matière ;
- de définir et de suivre la mise en œuvre de la stratégie de rationalisation des dépenses de fonctionnement du budget de l'Etat ;
- de s'assurer de la contractualisation pour l'entretien et le gardiennage des bâtiments administratifs ;
- de gérer les baux administratifs et les biens immobiliers détenus en propriété par l'Etat et les établissements publics au Burkina Faso et à l'étranger ;
- de gérer le parc automobile de l'Etat et les consommables y afférents ;
- de gérer les crédits budgétaires au titre des dépenses communes de fonctionnement de l'administration ;
- de tenir la comptabilité des matières de l'Etat et de ses démembrements ;
- de superviser et coordonner les réformes des biens de l'Etat et de ses démembrements ;

- de procéder à l'aliénation des biens du domaine mobilier de l'Etat et de ses démembrements.

3. Ses structures

Dans le but de remplir sa mission et de mener efficacement ses attributions, la Direction Générale des Affaires Immobilières et de L'Equipement de l'Etat est structurée autour d'une Direction Générale, cinq (5) structures d'appui et quatre (04) Directions Centrales.

La Direction Générale comprend :

- ✓ le Directeur Général ;
- ✓ le secrétariat du Directeur Général ;
- ✓ la Cellule d'Appui Technique.

Les structures d'appui sont :

- ✓ la Cellule de Contrôle Interne et de Suivi-Evaluation (CCI-SE) ;
- ✓ le Service des Ressources Humaines (SRH) ;
- ✓ le Service Financier et du Matériel (SFM) ;
- ✓ le Service de la Communication et des Relations Publiques (SCRP) ;
- ✓ le Service des Archives et de la Documentation (SAD).

Les structures centrales sont constituées de :

- ✓ la Direction de la Comptabilité Matières (DCM) ;
- ✓ la Direction des Affaires Immobilières de l'Etat (DAIE) ;
- ✓ la Direction de l'Equipement de l'Etat et des Dépenses Communes (DEDC) ;
- ✓ la Direction du Parc Automobile de l'Etat (DPAE).

La Direction de la Comptabilité Matières (DCM) comprend les services suivants :

- le Service de la Centralisation de la Comptabilité des Matières (SCCM) ;
- le Service du Réseau des Comptables Matières (SRCM) ;
- le Service des Réceptions des Biens Mobiliers et Immobiliers (SRBMI).

La Direction des Affaires Immobilières de l'Etat (DAIE) comprend les services suivants :

- le Service du Patrimoine Immobilier de l'Etat (SPIE) ;
- le Service des Baux Administratifs (SBA) ;
- le Service de l'Aliénation des biens du Domaine Mobilier de l'Etat (SADOME).

La Direction de l'Equipement de l'Etat et des Dépenses Communes (DEDC) comprend les services suivants :

- le Service des Acquisitions (SA) ;
- le Service du suivi des Consommations d'Eau, d'Electricité et de Téléphone (SCEET) ;
- le Service des Magasins et Ateliers (SMA) ;

- le Service des Engagements des Dépenses Communes (SEDC).

La Direction du Parc Automobile de l'Etat (DPAE) comprend les services suivants :

- le Service Technique (ST);
- le Service du Transport et de la Logistique (STL);
- le Service de la Règlementation du Parc Automobile de l'Etat (SRPAE);
- le Service du Matériel Roulant et des Consommables (SMARC).

Il convient de noter qu'en tant qu'administrateur de la section 99 du budget de l'Etat relative aux dépenses communes interministérielles, la Direction Générale des Affaires Immobilières et de L'Equipement de l'Etat dispose en son sein d'une unité de vérification placée sous la responsabilité d'un Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers.

**PREMIERE PARTIE : ANALYSE DES
INDICATEURS CLÉS DU PATRIMOINE
NON FINANCIER DE L'ETAT**

I. Indicateurs clés de la DGAIE

I.1 Les ressources humaines

Points saillants :

- personnel fortement composé d'agents d'exécution ;
- personnel à majorité masculine ;
- composition majoritairement jeune ;
- évolution irrégulière des effectifs.

Commentaire général

Le support humain constitue le facteur décisif du succès et de la performance de toute structure. Aussi, la DGAIE dispose-t-elle d'un potentiel humain pour la réalisation des objectifs de sa mission.

Sur la période 2012-2016, les principales caractéristiques de son personnel sont :

✓ selon la catégorie

L'effectif du personnel de la DGAIE a connu une croissance considérable de 63,7% entre 2013 et 2014, passant de 157 à 257 agents toutes catégories confondues.

Sur la période de référence, l'accroissement annuel moyen se situe à 12,3%.

La tendance reste relativement croissante jusqu'en 2015 suivi d'une décroissance pour toutes les catégories sauf les catégories D et assimilés qui connaissent une évolution contraire.

Les catégories E et assimilées représentent en moyenne 30,2% des effectifs suivis des agents de catégorie C (22,8%), A (22,2%), B (19,2%) et D (5,6%).

✓ selon le statut

L'effectif des fonctionnaires est passé de 143 agents en 2013 à 214 en 2016. Entre 2013 et 2014, cet effectif a connu un accroissement de 24,5%, une stabilisation entre 2014 et 2015 et enfin une hausse de 20,2% entre 2015 et 2016.

S'agissant des contractuels, l'effectif est passé de 14 agents en 2013 à 74 en 2015 avec une variation annuelle de 129,9%. L'effectif du personnel de la DGAIE selon le statut est en croissance continue. Par ailleurs, en 2016 des données nulles s'observent pour les contractuels. Cela s'explique par le reversement de tous les agents publics dans le même statut à savoir celui des fonctionnaires. Aussi la hausse de 20,2% de l'effectif des fonctionnaires en 2016 n'est que la résultante de ladite opération de reversement.

✓ selon l'âge

De 2013 à 2016, un aperçu sur le personnel de la DGAIE selon l'âge fait ressortir le constat selon lequel les agents dont l'âge est compris entre 18 et 45 ans restent les plus nombreux avec une moyenne de 134,8 agents contre 85,2 pour les 46-60ans.

En effet la proportion d'âge de 18 à 46 ans est de 67,3% contre 32,7% pour les 46 à 60 ans en 2016.

✓ **selon le genre**

L'effectif du genre féminin est passé de 35 en 2013 à 37 en 2016, soit un taux d'accroissement de 5,7%. Celui du genre masculin de 122 en 2013 à 177 en 2016, soit un taux d'accroissement de 45,1%. De la répartition du personnel selon le genre, il ressort que sur la période de référence, le genre féminin représente 17,5% contre 82,5% pour le genre masculin.

✓ **selon l'effectif par structure de la DGAIE.**

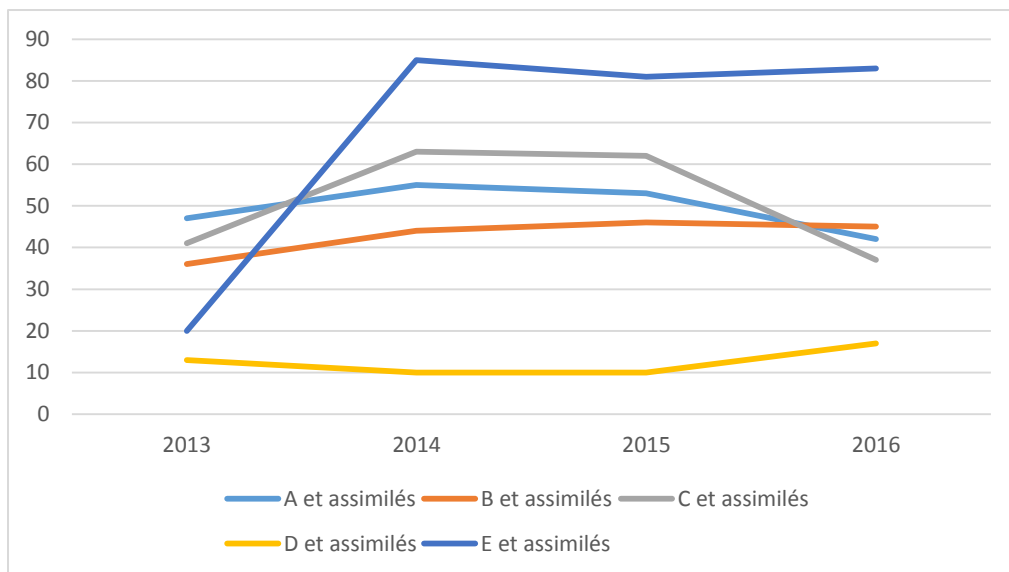
En 2016, la répartition des effectifs du personnel par structure donne une proportion de : 12,6% pour la direction générale et ses structures rattachées, 13% pour la DCM, 17,4% pour la DEDC, 19,8% pour la DPAE et 37,2% pour la DAIE.

Cette forte proportion observée à la DAIE résulte du fait de la prise en compte des gardiens des édifices publics dans l'effectif de ladite direction.

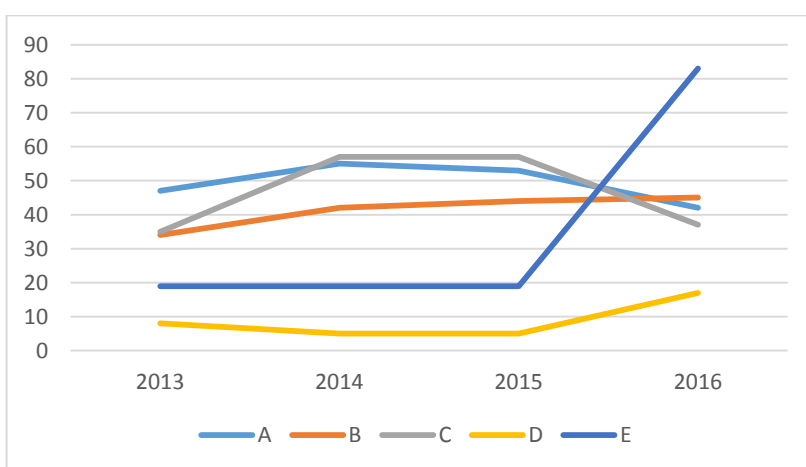
Tableau 1 : répartition des effectifs des différentes structures de la DGAIE.

Structures	Nombre	Proportion (%)
Direction Générale	26	12,6
Direction des Affaires Immobilières de l'Etat	77	37,2
Direction de la Comptabilité Matières	27	13,0
Direction de l'Equipeement de l'Etat et des Dépenses Communes	36	17,4
Direction du Parc Automobile de l'Etat	41	19,8
TOTAL	207	100,00

Source : DGAIE/SRH



Graphique 1 : répartition du personnel par catégorie (%)
 Source : DGAIE/SRH



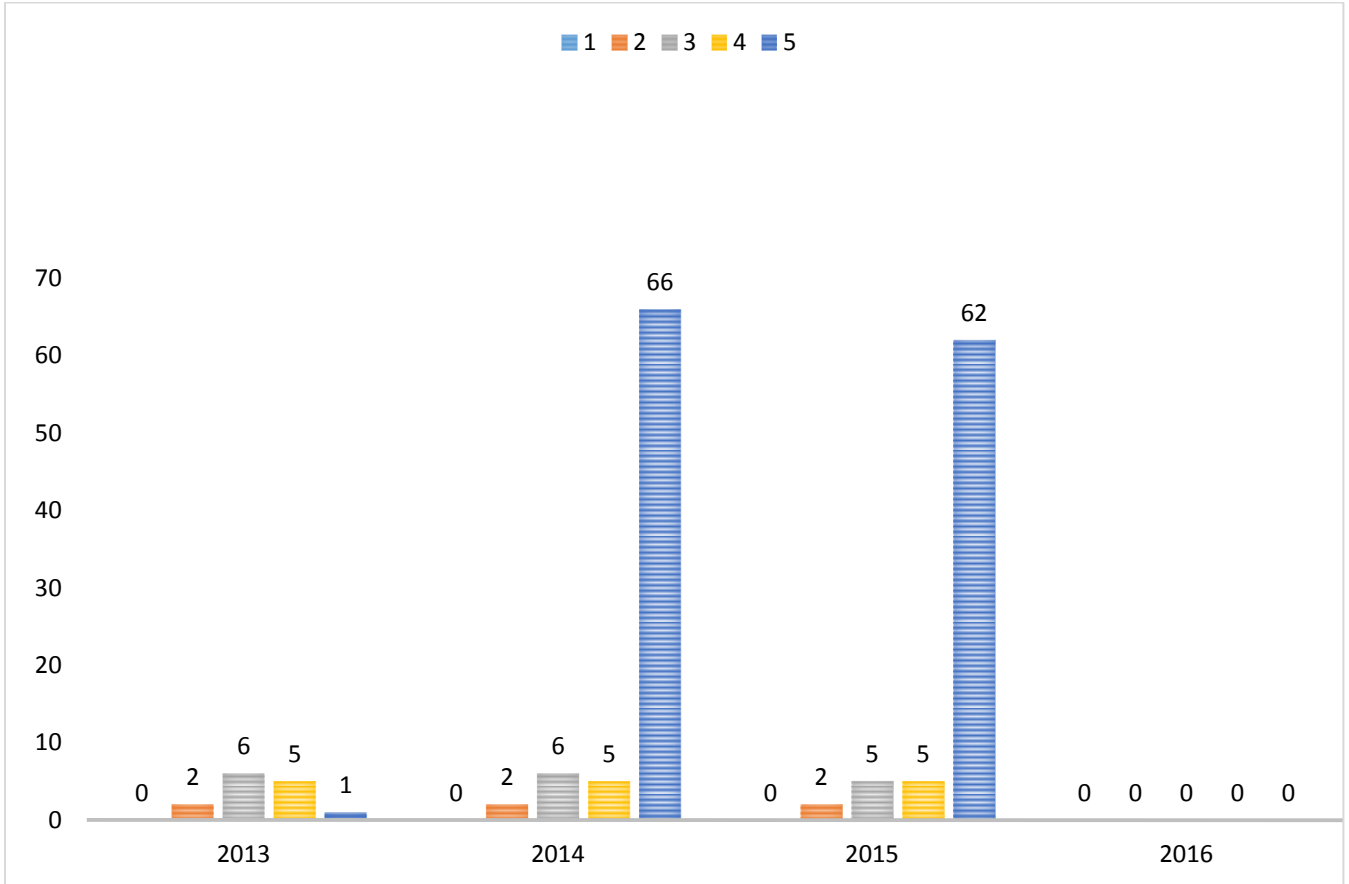
Graphique 2 : évolution de l'effectif des fonctionnaires par catégorie
 Source : DGAIE/SRH

Tableau 2 : évolution de l'effectif des contractuels

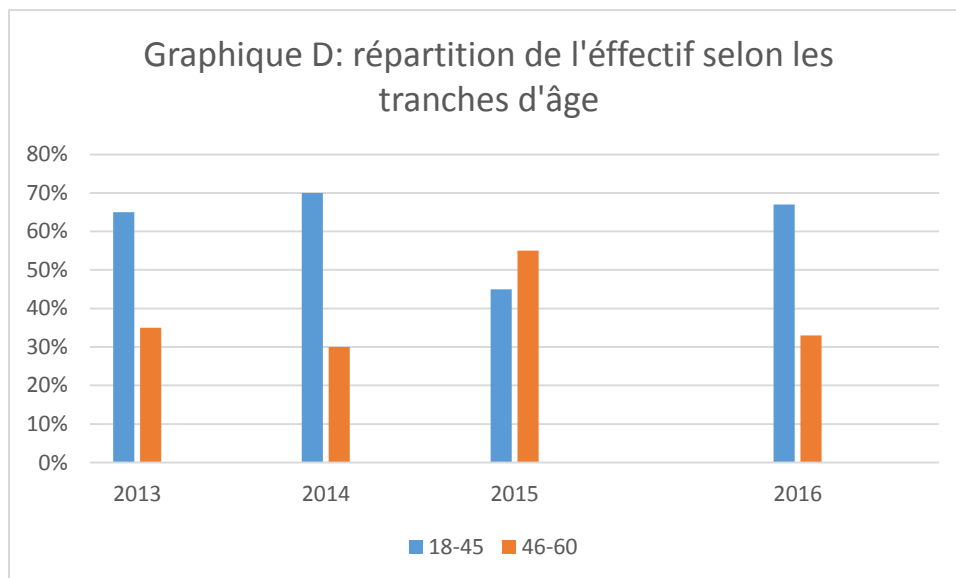
CATEGORIE	2013	2014	2015	2016
1	0	0	0	0
2	2	2	2	0
3	6	6	5	0
4	5	5	5	0
5	1	66	62	0

TOTAL	14	79	74	0
-------	----	----	----	---

Source : DGAIE/SRH



Graphique 3 : évolution de l'effectif des contractuels
Source : DGAIE/SRH



Graphique 4: répartition de l'effectif par tranche d'âge
Source : DGAIE/SRH

Tableau 3 : répartition de l'effectif selon le genre

Désignations	2013		2014		2015		2016	
	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage
Genre masculin	122	78%	217	84%	213	85%	170	83%
Genre féminin	35	22%	40	16%	39	15%	37	17%
TOTAUX	157	100%	257	100%	252	100%	204	100%

Source : DGAIE/SRH

I.2 Les ressources financières et matérielles

Points saillants :

- baisse progressive de la dotation du budget de l'Etat à partir de 2014 ;
- baisse progressive du budget alloué à la formation.

Commentaire général

Les ressources financières de la DGAIE sont constituées principalement des dotations du budget de l'Etat et du budget du fonds d'équipement. Les dotations budgétaires sont passées de 487,3 millions de Francs CFA en 2013 à 763,4 millions de Francs CFA en 2014, soit un accroissement de 56,7%. On constate une forte baisse entre 2014 et 2016 avec une variation moyenne de - 38,7%.

Quant au budget du fonds d'équipement, il est passé de 204,7 millions de Francs CFA en 2013 à 124,3 millions de Francs CFA en 2014 soit une baisse de 39,3%.

En 2016 le fonds d'équipement connaît une baisse de 14,7% soit une baisse en valeur de 22,4 millions de FACFA.

Quelques ressources matérielles

✓ le parc automobile

Dans le but d'atteindre des objectifs à elle assignés, la DGAIE dispose de ressources matérielles dont notamment le parc automobile et le parc informatique.

Sur la période 2013-2016, l'évolution du parc automobile de la DGAIE est restée quasi constante. Il est constitué de motos, de véhicules berlines, de station wagon, de pick up et de camion.

Tableau 4 : situation du parc roulant de la DGAIE en 2016

Désignations	Nombre
Véhicule à 2 roues	26
Véhicule 4 roues berline	6
véhicule 4 roues pick up et station wagon	11
véhicule camion	1

Source : DGAIE/SFM

✓ le parc informatique

Le parc informatique de la DGAIE est essentiellement constitué en 2016 de cent dix-sept (117) micro-ordinateurs de bureau, de cent seize (116) imprimantes, de vingt-trois (23) ordinateurs portables etc. Son évolution est restée quasi stable sur la période de référence en adéquation avec l'évolution du personnel devant disposer de cet outil de travail.

✓ les infrastructures de la DGAIE

Les infrastructures de DGAIE sont constituées de bâtiments à usage de bureau et à usage technique. Ce sont :

- un immeuble R+1 situé à Ouaga 2000, ce bâtiment abrite la direction générale, les structures d'appui, la DCM, la DAIE et la DEDC ;
- des locaux abritant les services de la DPAE à la zone industrielle située à Gounghin ;
- un bloc de bâtiments abritant les ateliers de la DGAIE ainsi que des magasins non loin du Bureau Burkinabé du Droit d'Auteur (BBDA);
- un bâtiment à usage de bureau pour le service des magasins et ateliers de la DEDC sis à Koulouba ;
- un magasin central situé à Koulouba ;
- un magasin situé dans l'enceinte de l'Autorité Nationale de Lutte contre la Fraude ;
- le local de la DGAIE à Bobo Dioulasso abritant le détachement du parc automobile de l'Etat.

Tableau 5 : évolution des dotations budgétaires de la DGAIE

Désignations	2013	2014	2015	2016
<i>A-Total Budget de l'Etat</i>	282,6	639,1	366,6	232,0
A1 .Titre 2	20,0	20,0	6,3	7,0
A2.Titre 3	97,6	100,1	96,1	91,9
A3. Titre 4	19,0	19,0	14,3	7,1
A4.Titre 5	146,0	500,0	250,0	126,0
<i>B- Total fonds d'équipement</i>	204,7	124,3	152,7	130,3
C- Total Budget DGAIE (A+B)	487,3	763,4	519,3	362,3

Source : SFM/DGAIE

Tableau 6 : évolution du parc informatique de la DGAIE

désignation	2013	2014	2015	2016
243. matériel informatique				
micro-ordinateur	121	121	117	117
imprimante	103	104	116	116
imprimante matricielle	5	5	5	5
imprimante multifonctions	nd	nd	7	7
ordinateur portable	17	17	23	23
tablette	nd	nd	11	nd
onduleur	71	71	62	62
onduleur géant	nd	nd	nd	nd
serveur de réseau	nd	6	3	nd
switch	nd	3	nd	3
armoire informatique	nd	2	9	9

II- BATIMENTS ADMINISTRATIFS

II.1 Indicateurs clés des bâtiments administratifs

Points saillants :

- forte concentration des bâtiments administratifs dans la région du centre ;
- forte prédominance des bâtiments à usage de bureaux ;
- baisse tendancielle des dépenses liées aux nouvelles constructions de bâtiments administratifs.

Commentaire général

La DGAIE a entamé au cours de l'année 2017 une opération d'inventaire de l'ensemble du patrimoine immobilier de l'Etat. Cette opération a pour but de recenser et de valoriser le patrimoine immobilier de l'Etat. Elle devrait à terme permettre à l'Etat de disposer de statistiques fiables sur le nombre et la valeur de son patrimoine immobilier bâti et non bâti.

Toutefois, des inventaires intermittents portant sur le patrimoine immobilier de certaines régions, réalisés dans le cadre de l'implantation de la comptabilité des matières dans les différents ministères et institutions au cours des années antérieures fournissent une situation, quoique non exhaustive du patrimoine de l'Etat dans ces localités.

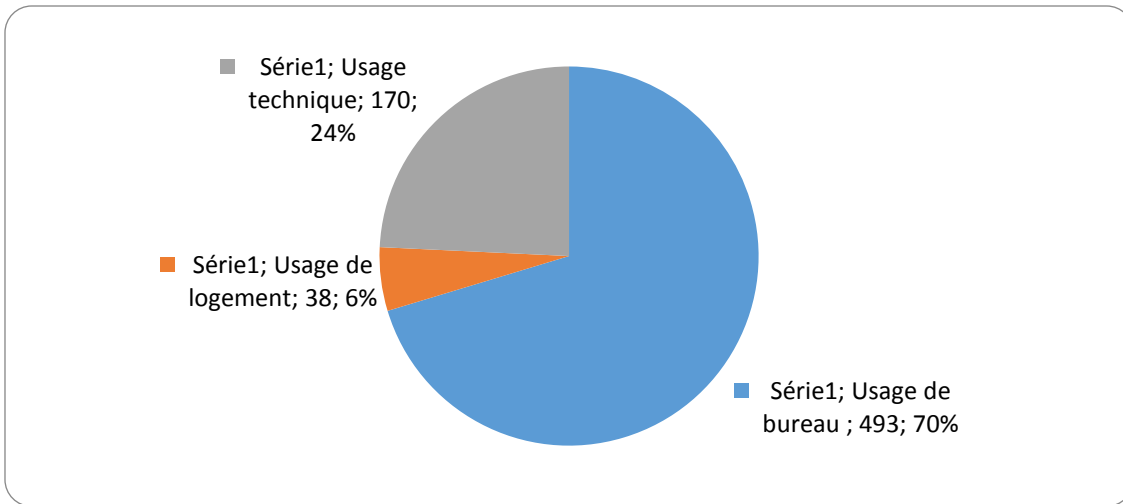
Dans la région du centre, l'inventaire réalisé en 2016 sur les bâtiments administratifs abritant les structures des ministères et institutions a dénombré un total de 701 bâtiments administratifs dont 70,0% à usage de bureau, 24,0% à usage technique et 6,0% à usage de logement. Dans la région des hauts bassins, le nombre de bâtiments administratifs inventoriés en 2016 s'établit à 218. Dans les régions autres que le centre et les Hauts Bassins ayant fait l'objet d'inventaire en 2016, le nombre cumulé de bâtiments administratifs se chiffre à 405 bâtiments. La disparité du nombre des bâtiments administratifs d'une région à l'autre est fonction du niveau de déconcentration des services publics.

Au titre des constructions de nouveaux bâtiments administratifs, les dépenses effectuées par l'Etat ont connu une baisse significative entre 2013 et 2015, passant de 45,1 milliards de Francs CFA en 2013 à 17,1 milliards de Francs CFA en 2015. La politique de construction des hôtels administratifs globalisant au détriment des bâtiments individuels dans les régions couplée avec la situation d'austérité économique explique cette baisse. En 2016, les dépenses au titre des nouvelles constructions de bâtiments se sont établies à 29,1 milliards de Francs CFA.

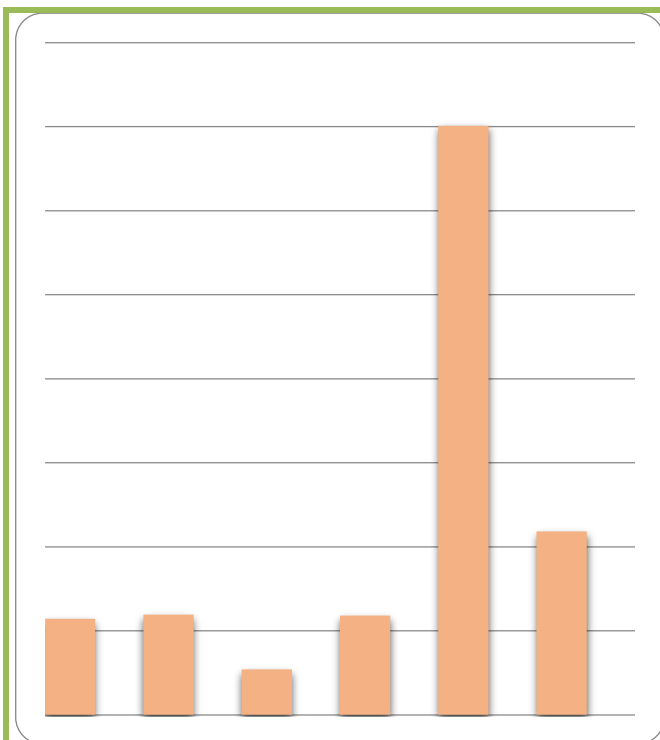
Notes

Les inventaires ont consisté à faire un dénombrement des bâtiments administratifs sans la prise en compte de l'évaluation technique. Aussi, ils ont porté sur les bâtiments de quelques chefs lieu de région.

Sources statistiques : Circuit Intégré de la Dépense, Direction Générale des Affaires Immobilières et de l'équipement de l'Etat

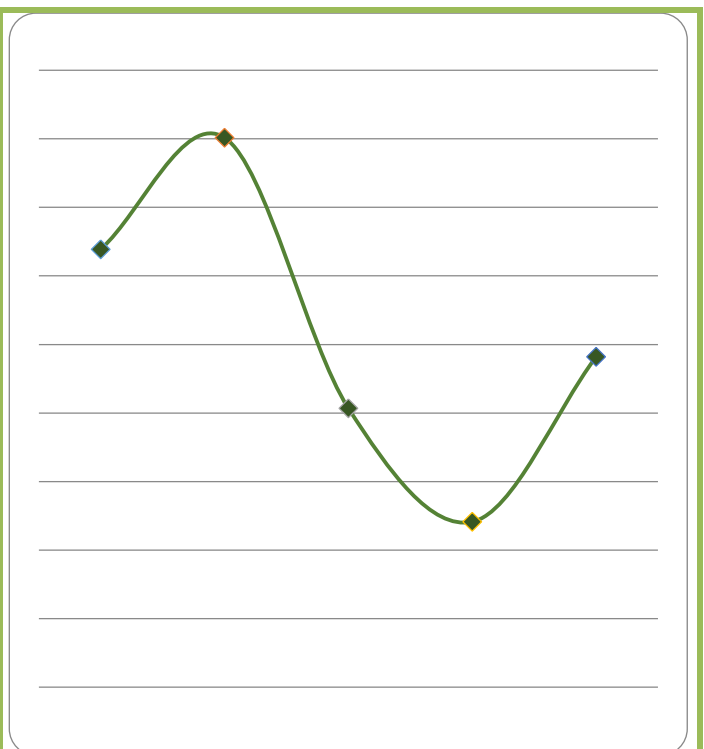


Graphique 5 : Situation des bâtiments administratifs en 2016 selon le type d'usage au niveau central
Source : DGAIE/DCM



Graphique 6 : situation des bâtiments administratifs dans quelques chefs lieux de région en 2016

Source : DGAIE/DCM



Graphique 7 : évolution des dépenses de construction nouvelle de bâtiments administratifs (en millions de Francs CFA)

Source : DGAIE/DCM

II.2 Evolution des Baux administratifs

Points saillants :

- Baisse du portefeuille des baux consentis à l'Etat en 2016 ;
- baisse du montant des baux consentis à l'Etat en 2016;
- Quasi-stagnation du taux de satisfaction des demandes de location.

Commentaire général

Evolution du nombre des baux consentis à l'Etat

Le nombre insuffisant de bâtiments administratifs conduit l'Etat à recourir à la location de bâtiments privés au profit des structures et des personnalités de l'administration publique. Le nombre de baux administratifs consentis à l'Etat est passé de 299 en 2012 à 308 en 2014 avant de connaître une variation relative de -2,3% en 2015 et de -10,3% en 2016. Cette baisse entre 2015 et 2016 est essentiellement imputable à la résiliation de 42 contrats de bail en 2016, la construction et l'occupation des hôtels administratifs dans les régions.

Evolution du montant des baux consentis à l'Etat

En termes d'incidence financière, il est observé une relative stabilisation du montant des baux administratifs à partir de 2014, après de fortes croissances enregistrées en 2013 et 2014 (22,7% et 30,7% respectivement). La baisse du nombre de contrats de bail enregistrée en 2016 ne s'est pas traduite par une réduction significative en termes d'incidence financière. En effet, le montant des baux administratifs n'a baissé que de 0,1%, s'établissant à 5,121 milliards de Francs CFA en 2016 contre 5,124 milliards l'année précédente. Cela se justifie par le fait que les contrats de location de bâtiments de petite capacité ont été résiliés contre la location de bâtiments de grande capacité.

Evolution du taux de satisfaction des demandes de location

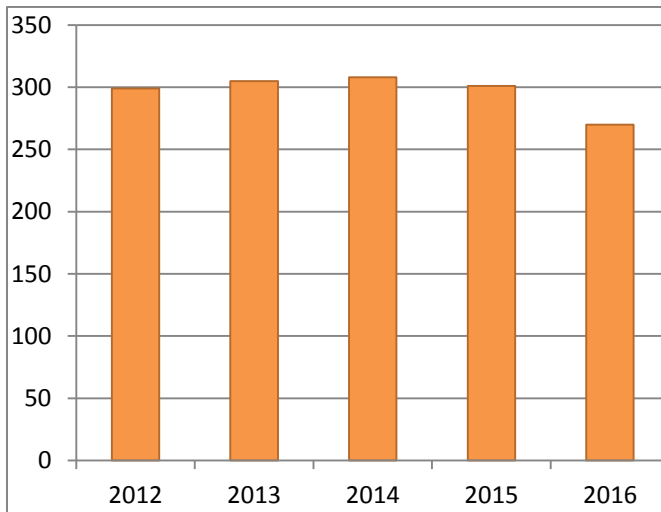
Le nombre de demandes de location exprimées par les structures s'établit à 59 en 2014 puis à 43 en 2015, après un niveau important de 209 enregistré en 2013, expliqué par la suspension temporaire des activités de la Commission Nationale des Opérations Immobilières (CNOI) et la création de nouvelles structures administratives. En lien avec les évolutions de la demande et compte tenu des contraintes financières de l'Etat le taux de satisfaction des demandes s'établit en moyenne à 42,1% entre 2014 et 2015 contre 17,5% en 2013. Ces taux en apparences faibles témoignent en fait de la rigueur dans l'arbitrage des demandes exprimées.

Notes

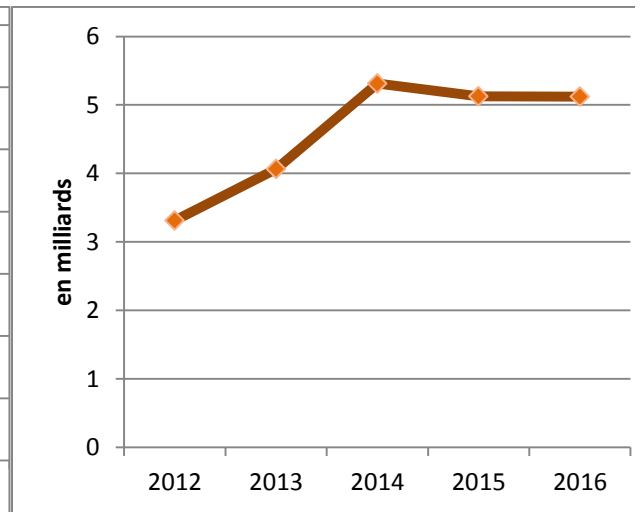
Portefeuille de baux administratifs : nombre de contrats de location de bâtiments signés par l'Etat.

Le taux de satisfaction est le rapport entre le nombre de demandes approuvées par le gouvernement et le nombre total de demandes formulées par les structures de l'administration publique dans l'intervalle d'une année.

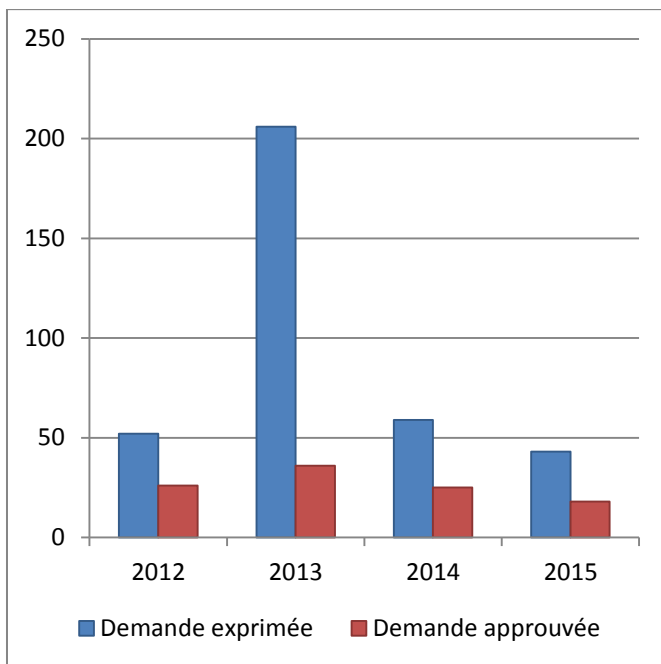
Sources statistiques : Direction Générale des Affaires Immobilières et de l'équipement de l'Etat, Rapports d'activités 2013, 2014, 2015



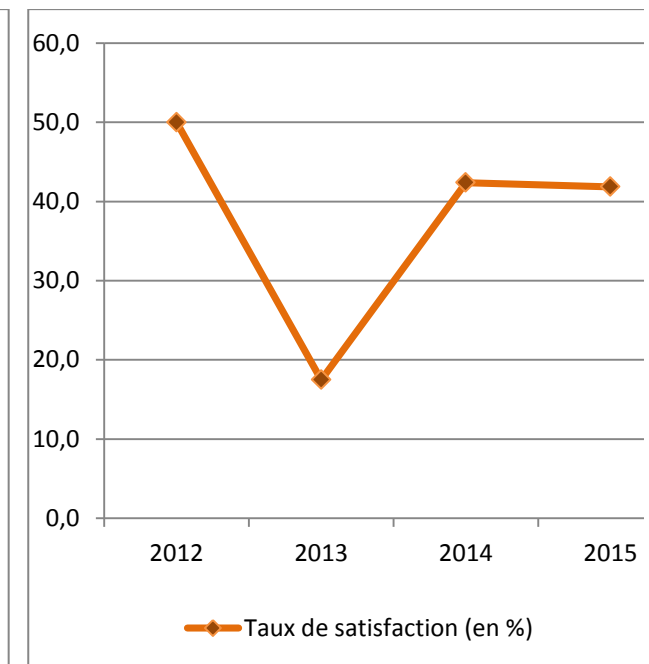
Graphique 8: évolution du nombre de baux consentis à l'Etat
Source : DGAIE/DAIE



Graphique 9: évolution du montant des baux consentis à l'Etat (en milliards de Francs CFA)
Source : DGAIE/DAIE



Graphique 10: : évolution des demandes de location des batiments administratifs
Source : DGAIE/DAIE



Graphique 11: évolution du taux de satisfaction des demandes de locations de bâtiments
Source : DGAIE/DAIE

II.3 Répartition des baux administratifs en 2016

Points saillants :

- forte concentration en nombre et en valeur des baux administratifs dans la région du centre en 2016 ;
- forte prédominance des baux portant sur des bâtiments à usage de bureaux.

Commentaire général

Répartition des baux administratifs par région en 2016

La répartition des baux administratifs par région laisse apparaître une prédominance de la région du Centre qui concentre 67,4% des contrats administratifs contre 32,6% pour les autres régions. Cette concentration tient au fait que la région abrite la capitale politique du pays qui concentre une multitude de structures centrales des Ministères, institutions, des EPE etc. et un nombre élevé d'agents et de cadres de bureau.

En lien avec le nombre de contrats de bail, la région du Centre concentre également à elle seule 92,6% du montant des baux administratifs avec 4,7 milliards de Francs CFA contre 7,4% pour les autres régions soit 0,4 milliard de Francs CFA. Dans la région du Centre, le montant annuel d'un contrat varie d'un minimum de 1,2 millions de Francs CFA à un maximum de 126,0 millions de Francs CFA. Le montant moyen d'un contrat est de 26,1 millions de Francs CFA. Dans l'ensemble des autres régions la moyenne d'un contrat est de 3,4 millions de Francs CFA.

Répartition des Baux administratifs par type d'usage en 2016

Les bâtiments loués par l'Etat sont destinés aux trois usages : technique, de logement et de bureaux. La répartition des baux administratifs en 2016 montre une prédominance des baux portant sur des bâtiments à usage de bureaux qui représentent 74,4 % contre 23,7% pour les baux à usage de logement et 1,9% pour les baux à usage technique.

En termes de montant, les baux portant sur des bâtiments à usage de bureaux représentent 94,6% du montant total des baux consentis à l'Etat en 2016.

Notes

Contrat de bail : Contrat de location d'immeubles dans lequel l'Etat ou un de ses démembrements est partie contractante

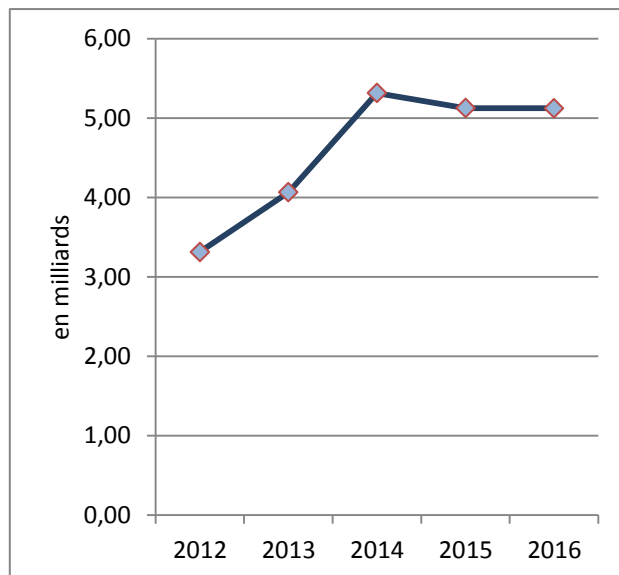
Bâtiment à usage technique : local administratif affecté par l'Etat aux services publics techniques pour l'exercice de leurs activités professionnelles par exemple : garages, ateliers, laboratoires, établissements scolaires, établissements sanitaires, magasins, etc.

Sources statistiques : Direction Générale des Affaires Immobilières et de l'équipement de l'Etat,

Tableau 7: situation des baux administratifs en 2016, par région

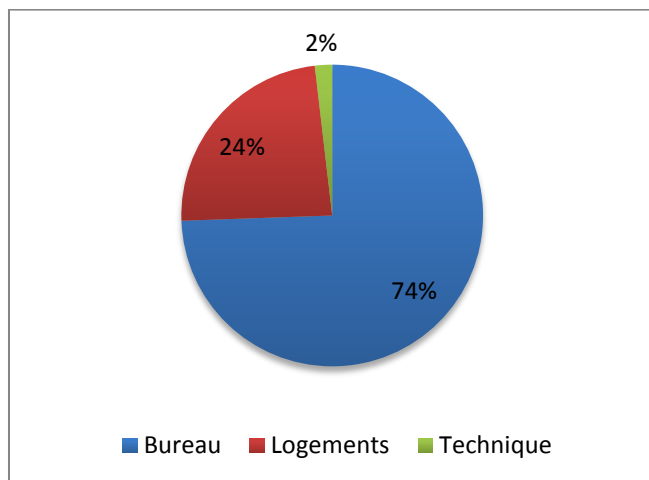
Régions	Nombre de baux	Montant (en millions de Francs CFA)
Boucle du Mouhoun	8	18,4
Cascades	3	10,9
Centre	182	4741,1
Centre-Est	10	23,0
Centre-Nord	9	21,5
Centre-Ouest	7	23,6
Centre-Sud	8	15,8
Est	5	12,3
Hauts Bassins	11	193,0
Nord	9	23,1
Plateau Central	7	13,7
Sahel	3	7,6
Sud-Ouest	8	17,8
TOTAL	270	5121,7

Source : DGAIE/DAIE



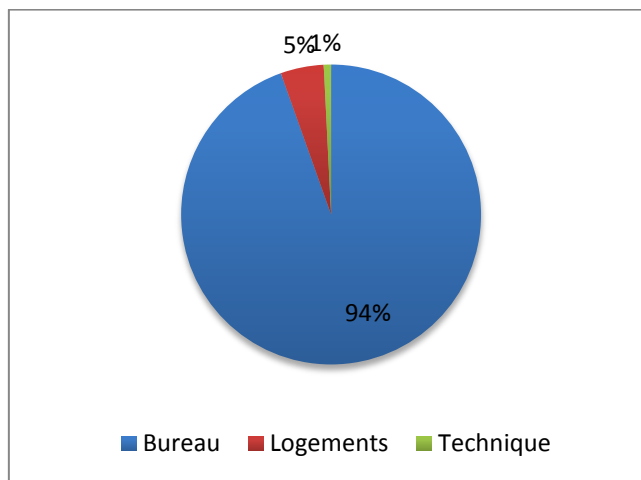
Graphique 12 : évolution du montant des baux consentis à l'Etat (en milliards de Francs CFA)

Source : DGAIE/DAIE



Graphique 13 : structure du portefeuille de baux administratif selon le type d'usage en en 2016

Source : DGAIE/DAIE



Graphique 14 : montant des baux administratif selon le type d'usage en en 2016

Source : DGAIE/DAIE

Tableau 8 : situation des baux administratifs dans la région du Centre selon le type d'usage, en 2016

Type d'usage	Nombre de baux	Montant (en millions de Francs CFA)
Bureaux	163	4584,7
Logements	15	116,9
Technique	4	39,5
Total	182	4741,1

Source : DGAIE/DAIE

III- RECETTES DE SERVICES

III. Recettes de service

Points saillants :

- bonne tenue des ventes aux enchères sur la période 2014-2016;
- hausse exceptionnelle des recettes de service de la DGAIE en 2016;

Commentaire général

✓ les recettes des ventes aux enchères

Elles représentent en moyenne 79,4% des recettes totales mobilisées par la DGAIE sur la période 2012-2016. Il faut noter toutefois que ces recettes sont aléatoires et varient en fonction des opérations de réformes. Ainsi, les opérations de réformes réalisées en 2014, 2015 et 2016 ont permis d'avoir des taux d'accroissement respectif de 42,9%, 26,6% et 155,7%. Le taux d'accroissement exceptionnel de 2016 s'explique par l'opération spéciale de réforme et vente aux enchères publiques du matériel roulant de l'Etat.

✓ les recettes de la location de véhicule

Les recettes de location de véhicules constituent la deuxième nature de recettes de la DGAIE en termes d'importance avec une part moyenne de 14,7% sur la période 2012-2015. Cette nature de recette connaît une évolution en dents de scie sur la période, En 2015, la location de véhicule a connu une hausse de 20,0% après une baisse de 33,0% enregistrée en 2014.

✓ les recettes de locations d'immeuble de l'Etat

Les locations d'immeubles sous contrôle de la DGAIE (par opposition à ceux directement gérés par les Ministères et Institutions) ont procuré en moyenne 82,1 millions de Francs CFA entre 2012 et 2013. En 2014 ces recettes ont connu une baisse et se sont établies à 13,1 millions de Francs CFA. Cela s'explique par la mise en réhabilitation de l'immeuble de l'ex-Caisse Générale de Péréquation, principale source de recettes.

En somme, les recettes totales de service de la DGAIE, en lien avec l'évolution des recettes provenant des ventes aux enchères, ont enregistrées une hausse de 21,4% et 12,2% respectivement en 2014 et 2015. Les recettes en 2016 ont plus que doublé par rapport au niveau enregistré en 2015.

Notes

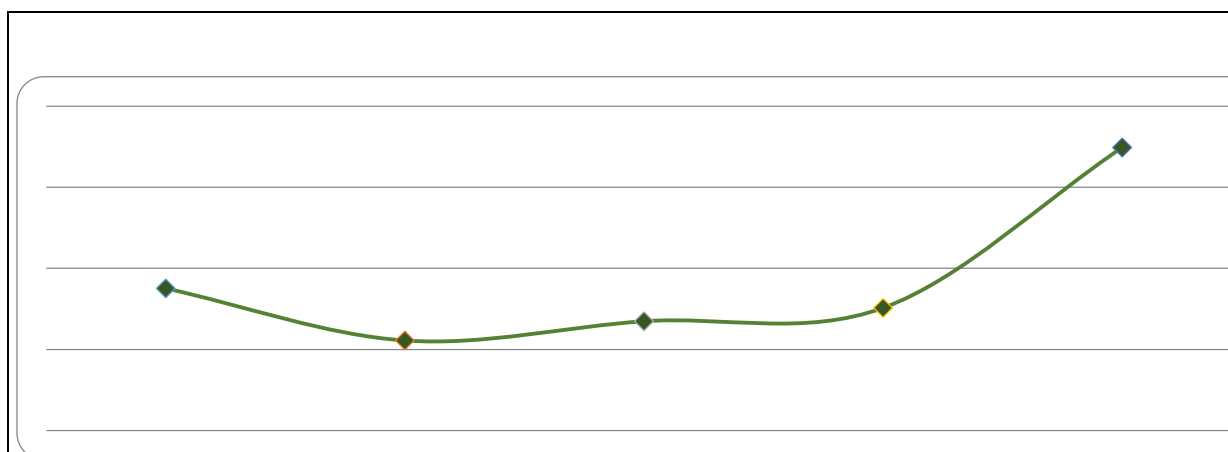
Il a été créé au sein de la DGAIE **deux régies de recette** qui concourent à la mobilisation des recettes de services au profit du budget de l'Etat et des Collectivités Territoriales et les autres organismes publics. Les recettes mobilisées par ces régies proviennent essentiellement de la **vente aux enchères** publiques du matériel réformé de l'Etat, de **la location d'immeubles et de véhicules** et de la vente des **fiches d'immatriculation**. **La location d'immeubles** concerne ceux sous contrôle DGAIE par opposition à ceux directement gérés par les Ministères et Institutions.

Sources statistiques : DGAIE, DPAE, DAIE

Tableau 9 : évolution des recettes de service de la DGAIE par nature (en milliards de Francs CFA)

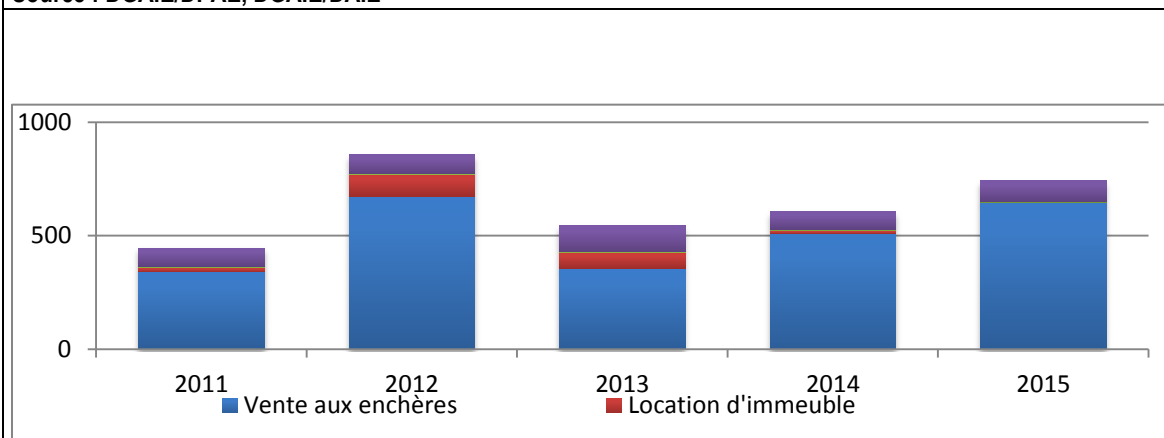
Désignations	Valeur			Variation	
	2014	2015	2016	2015/2014	2016/2015
Vente aux enchères	510,3	645,9	1651,4	135,6	1005,5
Location d'immeuble	13,1	0	0	-13,1	0
Vente de fiche d'immatriculation	5,5	5,5	3,4	0	-2,1
Location d'espace pour implantation de pylônes de télécommunication	68,7	13,1	11,7	-55,6	-1,4
Location de véhicule	76,3	91,6	78,6	15,3	-13
Total	673,9	756,1	1745,1	82,2	989

Source: DGAIE/DAIE, DGAIE/DPAE



Graphique 15 : évolution des recettes totales de service de la DGAIE (en millions de Francs CFA)

Source : DGAIE/DPAE, DGAIE/DAIE



Graphique 16 : évolution de la structure des recettes de service de la DGAIE

Source : DGAIE/DPAE, DGAIE/DAIE

IV- SERVICES ASSOCIES

IV. Les services associés

Points saillants :

- forte hausse des dépenses de gardiennage en 2016;
- hausse des dépenses de nettoyage en 2016;
- réhabilitation de 48 bâtiments administratifs en 2016.

Commentaire général

✓ Les dépenses de gardiennage

Les dépenses sont passées de 341,6 millions de Francs CFA en 2013 à 515,2 millions de Francs CFA en 2016 avec un accroissement moyen de 18,2% sur la période. De 2014 à 2015 les dépenses de gardiennage sont passées de 412 millions à 340,2 millions de Francs CFA soit une baisse de 17,4%. En 2016, elles se sont établies à 515,3 millions de Francs CFA soit une hausse de 51,5%.

✓ Les dépenses de nettoyage

Elles sont passées de 912,4 millions de Francs CFA en 2013 à 1 365,4 millions de Francs CFA en 2016 enregistrant une croissance moyenne de 17,6% sur la période. Entre 2015 et 2016 elles se sont accrues de 35,1%, passant de 1010,8 à 1365,4 millions de Francs CFA.

✓ Les dépenses de réhabilitations

La mise en place du programme de réhabilitation des bâtiments administratifs par le gouvernement répond au double souci d'améliorer le cadre de travail des agents de l'administration publique et de réduire les coûts des locations de bâtiments privés. Dans le cadre de ce programme, un total de 172 bâtiments a été réhabilité entre 2012 et 2016 avec une incidence financière globale de 4,3 milliards de Francs CFA. En 2016, 48 bâtiments administratifs ont été réhabilités pour une incidence financière de 739,5 millions de Francs CFA. Les régulations budgétaires de 2014, en lien avec les mesures sociales du Gouvernement, ont impacté négativement les activités du programme pour l'année 2015 en retardant le démarrage de la réhabilitation des cinquante-six (56) bâtiments sélectionnés.

Notes

L'utilisation des bâtiments par l'administration publique implique naturellement des services associés liés notamment à la sécurité, au nettoyage et à la réhabilitation des bâtiments vétustes ou délabrés.

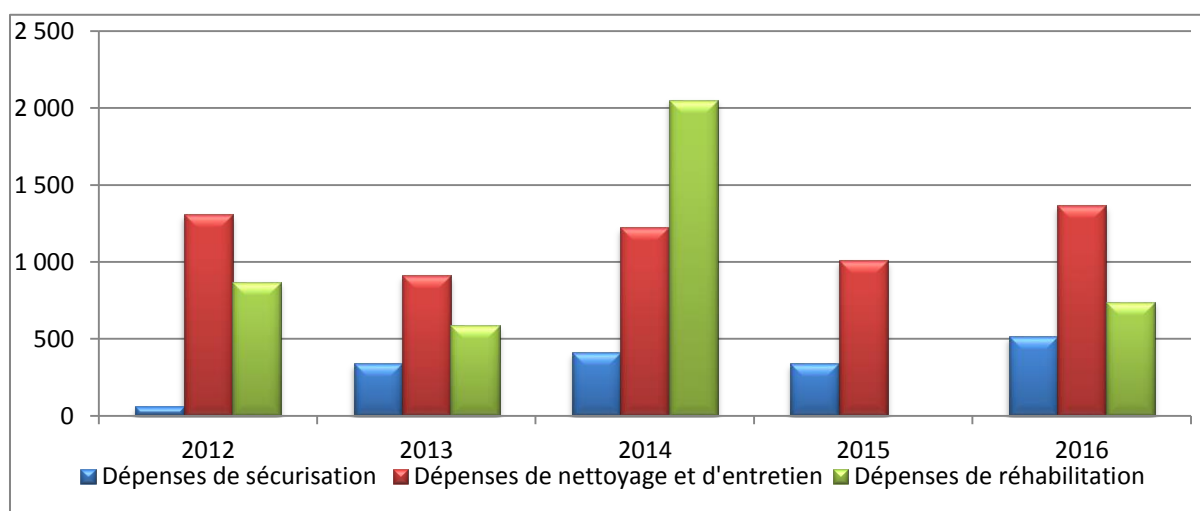
Réhabilitation : il s'agit de la rénovation des bâtiments administratifs vétustes ou défectueux réalisés par la DGAIE

Sources statistiques : Circuit Informatisé de la Dépense (CID)

Tableau 10: variation des dépenses associées à l'utilisation des bâtiments par l'administration (en million de Francs CFA)

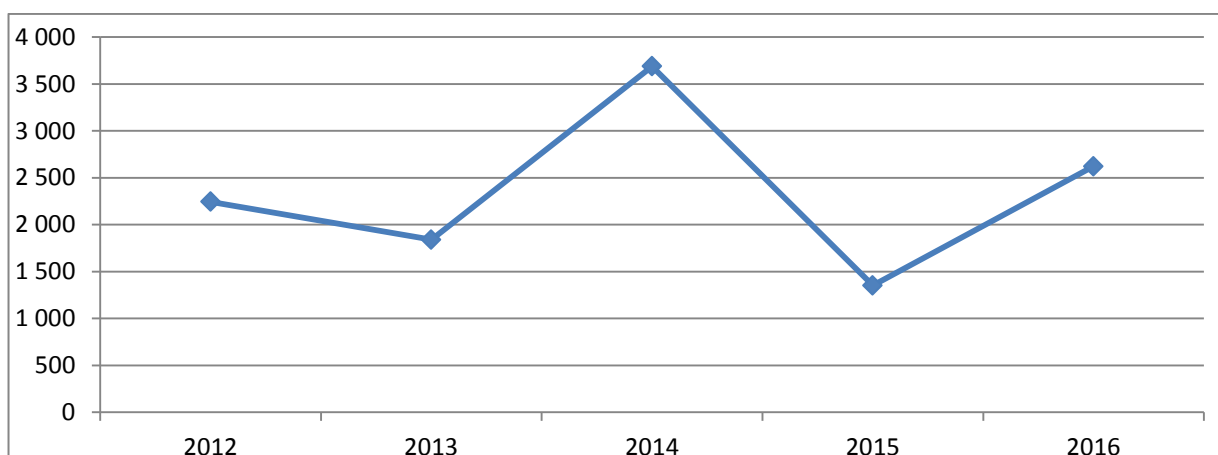
Désignations	valeurs		variations	
	2015	2016	2015/2014	2016/2015
Dépenses de gardiennage	340,2	515,3	- 71,8	175,1
Dépenses de nettoyage	1 010,8	1 365,4	- 212,2	354,7
Dépenses de réhabilitation *	-	739,5	- 2 051,9	739,5
Total	1 350,9	2 620,2	- 2 335,9	1 269,3

Source: DGAIE/DAIE



Graphique 17: évolution des dépenses associées à l'utilisation des bâtiments par l'administration (en millions de Francs CFA)

Source : DGAIE/DAIE, CID



Graphique 18: évolution des dépenses associées à l'utilisation des bâtiments par l'administration (en millions de Francs CFA)

Source : DGAIE/DAIE

V- DEPENSES D'EQUIPEMENTS, EAU, ELECTRICITE ET TELEPHONE

V.1 Dépenses de fournitures et équipements

Points saillants :

- forte prédominance des acquisitions de fournitures de bureau ;
- baisse tendancielle des acquisitions de matériels informatiques ;
- forte baisse des dépenses d'équipements ;
- forte proportion des imprimés de valeur dans les acquisitions d'imprimés administratifs ;
- tendance relativement haussière des acquisitions de timbres fiscaux.

Commentaire général

✓ Evolution des dépenses d'équipements

De 7,1 milliards de Francs CFA en 2012, les dépenses d'équipements sont passées à 2,3 milliards de Francs CFA en 2016 soit une décroissance annuelle moyenne de 16,5%. Cette baisse constante traduit les effets de la politique du Gouvernement en matière de réduction des charges de fonctionnement de l'Etat. Dans la même dynamique, tous les autres types d'équipements enregistrent une baisse continue depuis 2012.

✓ Evolution des dépenses de fournitures de bureau

Entre 2012 et 2016, les acquisitions de fournitures de bureau représentent en moyenne près de 54% des dépenses d'équipements. Le matériel informatique constitue près de 22%. Les autres types d'équipement occupent chacun moins de 17% de l'ensemble desdites dépenses.

✓ Les dépenses d'imprimés administratifs

Une évolution erratique sur la période 2012 à 2016 avec une baisse substantielle de 11,7% en 2015 par rapport à 2014. Sur la période 2012-2016, les imprimés de valeur ont représenté plus de 95% de l'ensemble des acquisitions d'imprimés administratifs.

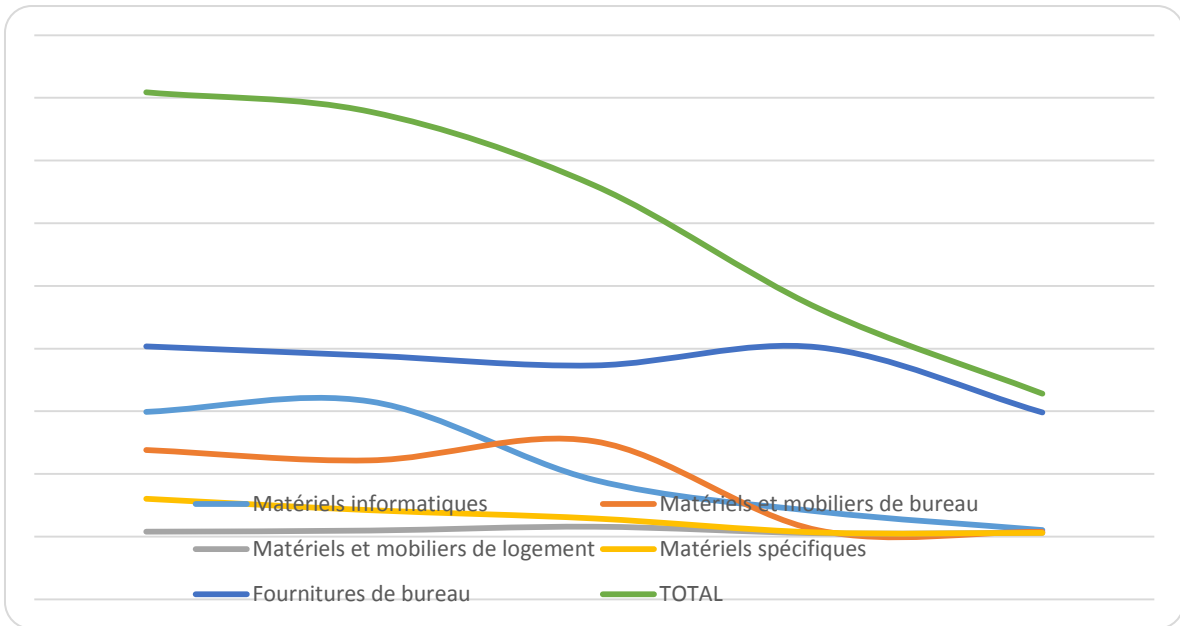
En moyenne, les timbres fiscaux occupent 22,1% de l'ensemble des imprimés de valeur.

Notes

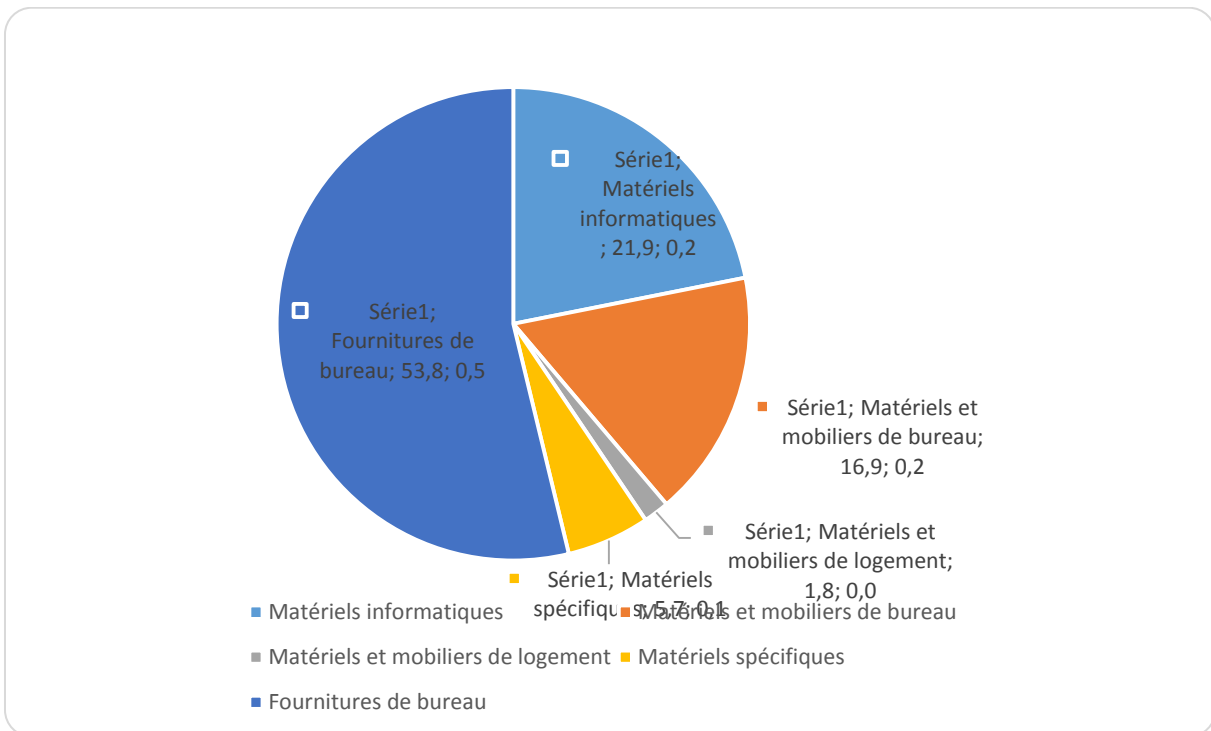
Les équipements sont généralement composés de matériels et mobiliers (bureau, logement et spécifiques), de matériels informatiques et de fournitures de bureau

Les imprimés administratifs sont constitués d'imprimés ordinaires et d'imprimés de valeur inactive essentiellement destinés à la mobilisation des ressources financières de l'Etat par les régies de recettes comme la Direction Générale des Transports Terrestre et Maritime (DGTMM), la Direction Générale des Douanes (DGD), la Direction Générale des Impôts (DGI), la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP), etc.

Sources statistiques : [Circuit Informatisé de la Dépense \(CID\)](#)



Graphique 19 : évolution des dépenses d'équipements par type
 Source : CID



Graphique 20 : repartition des dépenses d'équipements faites par les ministères et institutions (%)
 Source : CID

V.2 Dépenses d'eau, électricité et téléphone

Points saillants :

- fort poids de la facture d'électricité dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat ;
- factures d'eau et de téléphone relativement stables sur la période 2012-2016 ;
- baisse progressive des consommations moyennes mensuelles d'eau, d'électricité et de téléphone par agent public.

Commentaire général

Evolution de la facture globale d'eau, d'électricité et de téléphone de l'Etat

Sur la période 2012-2016, la facture globale d'eau, d'électricité et de téléphone de l'Etat connaît une tendance haussière principalement portée par la facture d'électricité. En 2016, les proportions des dépenses en valeur relative dans le secteur d'électricité, d'eau et de téléphone sont respectivement de 59,0%, 26,0% et 15,0%. En valeur absolue elles représentent respectivement 17,4 milliards, 7,6 milliards et 4,3 milliards de Francs CFA.

Au niveau des factures d'électricité

De 15,2 milliards de Francs CFA en 2012, les factures de consommations d'électricité sont passées à 17,4 milliards de Francs CFA en 2016 soit un taux d'accroissement annuel moyen de 2,7%. Cependant, la consommation moyenne mensuelle d'électricité d'un agent public est passée de 10 271 Francs CFA en 2012 à 8 780 Francs CFA en 2016. Cette baisse est le résultat des actions de rationalisation des dépenses de fonctionnement de l'Etat.

Au niveau des factures d'eau

Les factures de consommations d'eau sont passées de 7,1 milliards de Francs CFA en 2012 à 7,6 milliards de Francs CFA en 2016 avec un taux d'accroissement annuel moyen de 1,2% sur la période. L'évolution de la consommation moyenne mensuelle d'eau d'un agent public qui est un indicateur qui prend en compte l'expansion de l'administration indique que la consommation d'eau de l'Administration publique est maîtrisée. De 2012 à 2016, la consommation moyenne mensuelle d'eau d'un agent public est passée de 4 810 Francs CFA à 3 827 Francs CFA.

Au niveau des factures de téléphone

Les charges liées aux consommations de téléphone de l'Administration publique sont passées de 4,9 milliards de Francs CFA en 2012 à 4,3 milliards de Francs CFA en

2016 soit une décroissance de 2,6% par an. Les actions de rationalisation des charges de fonctionnement ont permis de ramener la consommation moyenne mensuelle de téléphone d'un agent public de 3 336 Francs CFA en 2012 à 2 195 Francs CFA en 2016.

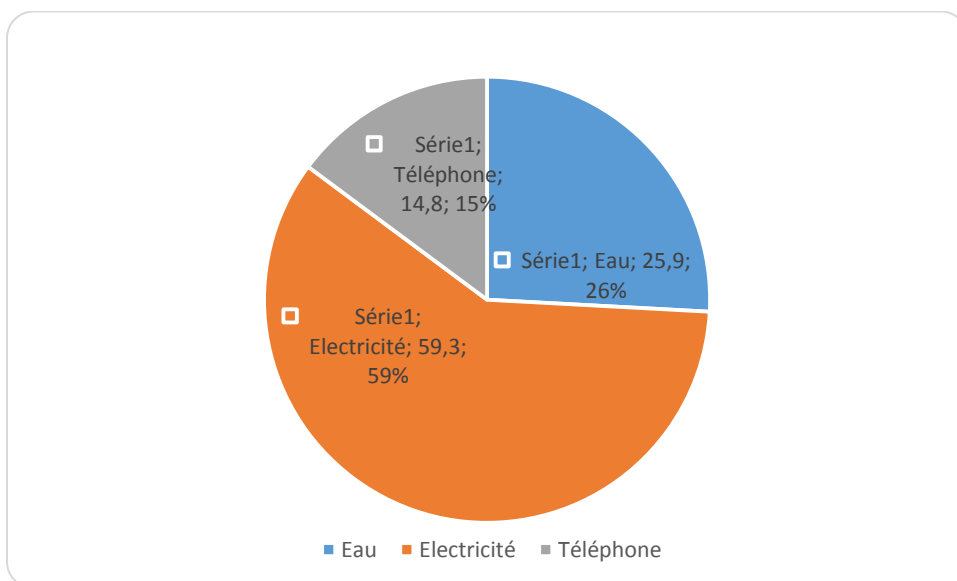
Dans les trois secteurs, un ensemble de mesures a été menés qui a permis de maîtriser ces dépenses. Les mesures de réductions de rationalisation concernent : la restriction catégorielle des services téléphoniques, la résiliation des compteurs électriques inactifs, le réajustement des puissances souscrites des compteurs d'électricité, le réglage des compteurs ayant les horloges déréglés et le remplacement des compteurs vétustes, l'interdiction de l'utilisation des compteurs publics par des privés.

Notes

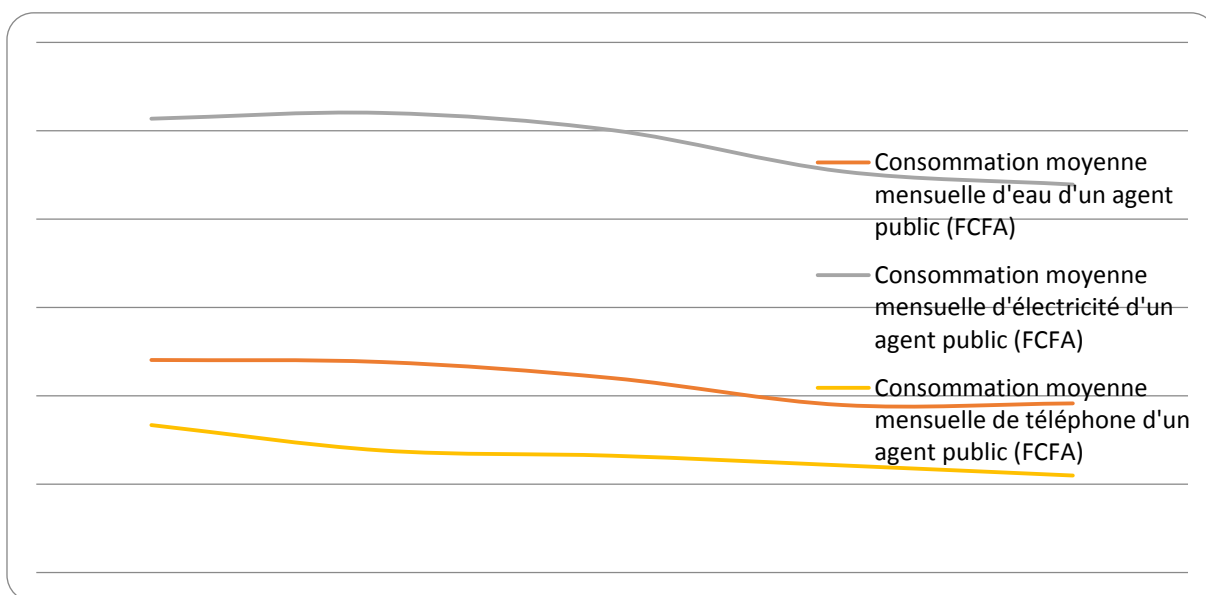
La consommation moyenne mensuelle d'eau, d'électricité et de téléphone d'un agent public représente le rapport entre le montant moyen mensuel des dépenses du secteur concerné et le nombre total d'agents publics

Les mesures de réduction de rationalisation concernent :

Sources statistiques : Circuit Informatisé de la Dépense (CID)



Graphique 21 : répartition des dépenses de consommation par secteur (%)
Source DGAIE/DEDC



Graphique 22: évolution des consommations moyennes mensuelles d'eau, d'électricité et de téléphone par agents.
Source DGAIE/DEDC

VI- PATRIMOINE ROULANT DE L'ETAT

VI.1 Situation du parc automobile de l'Etat 2016

Points saillants :

- prédominance des véhicules à deux roues sur l'ensemble du parc auto de l'Etat ;
- faible proportion de véhicules utilitaires de type Pick up et station wagon au niveau régional.

Commentaire général

Sur le plan national, en 2016, le parc automobile de l'Etat se chiffrait à 13 639 véhicules dont 53,7% de véhicules à deux (02) roues et 46,3% de véhicules à quatre (04) roues et plus. Les véhicules à quatre roues au nombre de 6 317 sont composés de 46,0% de PICK UP, 22,8% de Berlines, 22,5% de Stations Wagon et 8,7% de véhicules spécifiques (cars, camions, ambulances, etc.).

Le parc automobile **au niveau des structures centrales de l'Etat** est caractérisé par une prédominance des véhicules à quatre roues soit 76,5% par rapport aux véhicules à deux roues qui représente 23,5%. Le parc automobile au niveau des structures centrales est également caractérisé par une inadéquation des moyens roulants de l'Etat. En effet, on constate une nette domination des véhicules utilitaires destinés aux courses interurbaines (Pick up double cabine, station wagon) soit 64,5% par rapport aux véhicules berlines destinés aux courses urbaines 27,9 %.

Au niveau régional, le parc automobile de l'Etat est majoritairement composé de véhicules à deux (02) roues, soit 79,3 % par rapport aux autres types de véhicules 20,7%. Les véhicules pick up et station wagon, plus adaptés en région ne représentent que 16,8% des moyens roulants au niveau régional.

Le parc automobile central de l'Etat est composé à majorité de véhicules berlines avec 83,8%. Comparé à l'ensemble du parc automobile de l'Etat, le parc central ne représente que 1,2%.

Notes

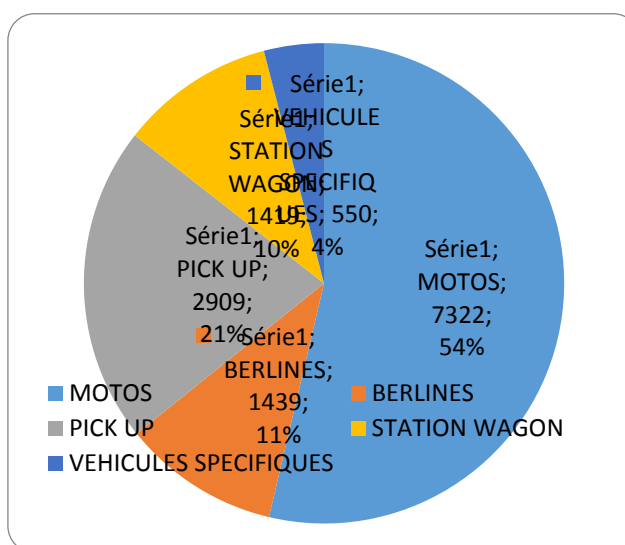
Les statistiques du parc automobile concernent aussi bien les Ministères, les Institutions, les EPE, les Sociétés d'Etat que les Collectivités territoriales

Sources statistiques : DGAIE/DCM

Tableau 11 : situation du Parc Automobile de l'Etat au 31 décembre 2016

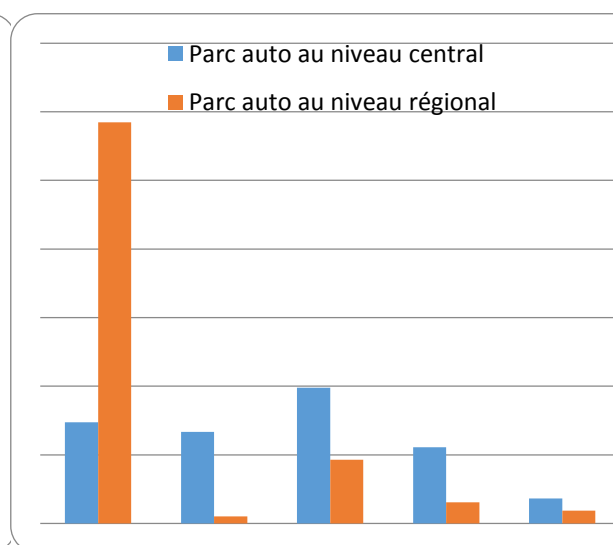
Désignation	Nombre
4 roues	5767
Berline	1439
Pick up	2909
Station wagon	1419
Véhicules spécifiques	550
2 roues	7322
Motos	7322

Source : DGAIE/DPAE



Graphique 23 : répartition du parc automobile de l'Etat par type de véhicules en 2016

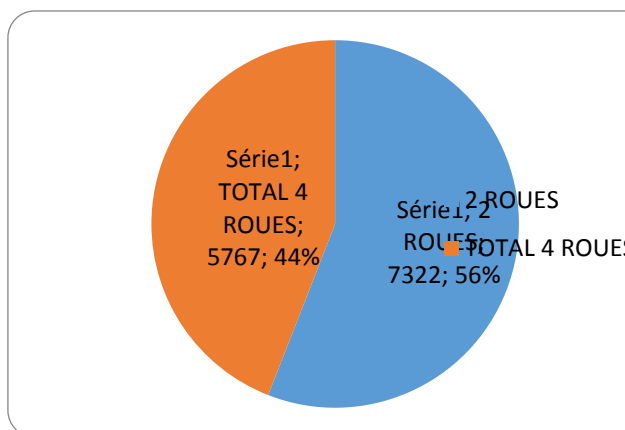
Source : DGAIE/DPAE



Graphique 24 : situation du parc auto de l'Etat au niveau central et au niveau régional

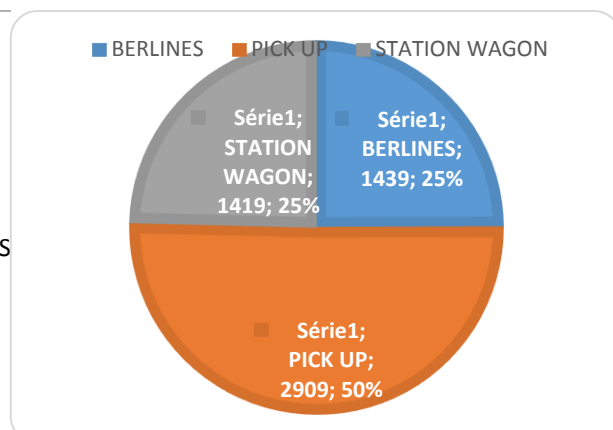
Source : DGAIE/DPAE

Graphique



Graphique 25 : situation des véhicules 2 roues et 4 roues du parc auto national de l'état en 2016

Graphique



Graphique 26 : situation des véhicules 4 roues du parc auto de l'Etat par type en 2016

2016

Source : DGAIE/DPAE

Source : DGAIE/DPAE

VI.2. Dépenses relatives au matériel roulant de l'ETAT

Points saillants :

- forte baisse des dépenses relatives au matériel roulant en 2016;
- accroissement continu des dépenses en carburant de 2012 à 2015 ;
- forte baisse des acquisitions de carburant en 2016 ;
- vieillissement du parc automobile de l'Etat

Commentaire général

Evolution des dépenses relatives au matériel roulant

Dans l'ensemble, les charges liées au matériel roulant de l'Etat ont connu une baisse notamment en 2016. Cela est imputable aux mesures gouvernementales de réduction du train de vie de l'Etat.

De 2012 à 2015, les dépenses d'acquisition du carburant et lubrifiants des ministères et institutions ont connues de façon générale une progression continue, passant de 6,5 milliards de Francs CFA en 2012 à 8,0 milliards de Francs CFA en 2015, soit un taux de d'accroissement annuel moyen de 7,2%.

Les mesures gouvernementales de réduction du train de vie de l'Etat en 2016 ont permis de réduire de 29,7,% les dépenses liés au carburant et lubrifiant par rapport à 2015. Pour ce qui concerne les acquisitions nouvelles de véhicules, la suspension d'acquisition de véhicules en 2016, a entraîné une baisse des dépenses liées aux acquisitions nouvelles de 40,5% passant de 408,8 millions de Francs CFA en 2015 à 243,2 millions de Francs CFA en 2016.

Proportion dominante des dépenses de carburant et lubrifiant

Les dépenses relatives au carburant et lubrifiants représentent une part importante des charges liées au matériel roulant de l'Etat. Cette part est en constante augmentation. En 2016, elle représentait 81,0%.

Vieillessement du parc automobile de l'Etat

Les différentes opérations de réformes des matières de l'Etat et de ses démembrements ont dénombré une forte proportion de matériel roulant.

Entre 2012 et 2016, environ 2 500 véhicules à quatre roues et 5 000 motos hors d'usage ont été déclassés du parc automobile soit 25% du parc automobile.

Par ailleurs, sur la période 2014-2016 et dans le cadre de réduction du train de vie de l'Etat, les commandes de matériels roulant ont été suspendues dans toute l'administration à l'exception des commandes des véhicules d'astreinte. Aussi, sur un échantillon de 100 véhicules, l'âge moyen est estimé à environ 8 ans. La norme d'amortissement comptable d'un véhicule est de cinq (05) ans.

Les dépenses d'entretien du matériel roulant connaissent un accroissement continu de 2012 à 2015 passant de 1010,1 millions à 1223,1 millions de Francs CFA. Elles connaissent une variation de 7,5% et 16,9% respectivement entre 2012-2013 et 2014-2015.

Tableau 12 : évolution des dépenses relatives au matériel roulant des Ministères et Institutions (en Milliards de Francs CFA)

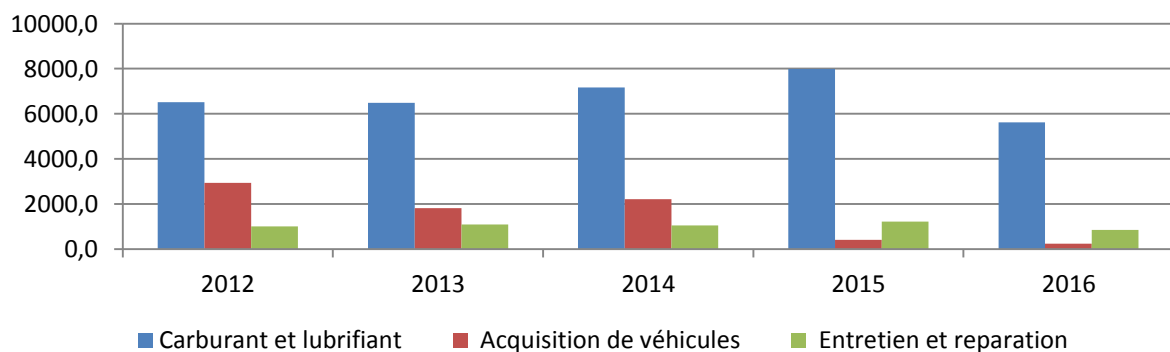
Désignations	2012	2013	2014	2015	2016
Carburant et lubrifiant					
Dotation	6 520,5	6 545,8	7 635,7	8 064,0	5 714,6
Exécution	6 507,4	6 481,9	7 169,9	7 993,5	5 622,6
Acquisition de véhicules					
Dotation	3 200,1	2 299,3	3 241,8	547,9	427,7
Exécution	2 941,5	1 809,3	2 209,9	408,8	243,2
Entretien et réparation					
Dotation	1 187,2	1 121,3	1 220,9	1 275,3	918,9
Exécution	1 010,1	1 085,9	1 046,3	1 223,1	847,8

Source : DGAIE/DPAE

Tableau 13: variation des dépenses relatives au matériel roulant des Ministères et institutions

Désignations	2013	2014	2015	2016
Carburant et lubrifiant	-0,4	10,6	11,5	-29,7
Acquisition de véhicules	-38,5	22,1	-81,5	-40,5
Entretien et réparation	7,5	-3,6	16,9	-30,7
Total	-10,3	11,2	-7,7	-30,3

Source : DGAIE/DPAE



Graphique 27 : Evolution des dépenses relatives au matériel roulant des Ministères et institutions

Source : DGAIE/DPAE

VII- AUTRES INDICATEURS DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DE L'EQUIPEMENTS DE L'ETAT

VII.1 Réception des biens de l'Etat

Points saillants :

- le nombre annuel de réception relativement stable sur la période 2013-2015 ;
- baisse tendancielle du montant annuel des marchés réceptionnés.

Commentaire général

La Direction Générale des Affaires Immobilières et de l'Équipement de l'État (DGAIE) a pour mission d'assurer la gestion du patrimoine mobilier et immobilier de l'État. À ce titre, elle participe aux réceptions des commandes publiques organisées par les différents ministères, institutions et autres organismes publics. Cette représentation dans les commissions de réception permet de produire des statistiques y relatives.

Le nombre de réceptions auxquelles la DGAIE a participé est resté constant sur la période 2013 à 2015 avec une moyenne annuelle de 1911 réceptions. Cependant, sur la même période, le montant des réceptions a évolué en baisse, passant de 242,7 milliards en 2013 à 140,6 milliards en 2015. Il faut noter que la baisse du montant des commandes publiques objet de participation de la commission de réception dont la DGAIE est membre s'explique par le fait que la situation du niveau régional ne fait pas partie ainsi que les marchés exécutés sous forme de convention de Maître d'ouvrage délégué. Dans le cas des maîtrises d'ouvrage délégués la réception se fait entre le maître d'ouvrage et le maître d'ouvrage délégué.

Notes

La réception des commandes publiques : les travaux réalisés ou les fournitures livrées, à l'issue de l'exécution des marchés publics sont réceptionnés par une commission de réception.

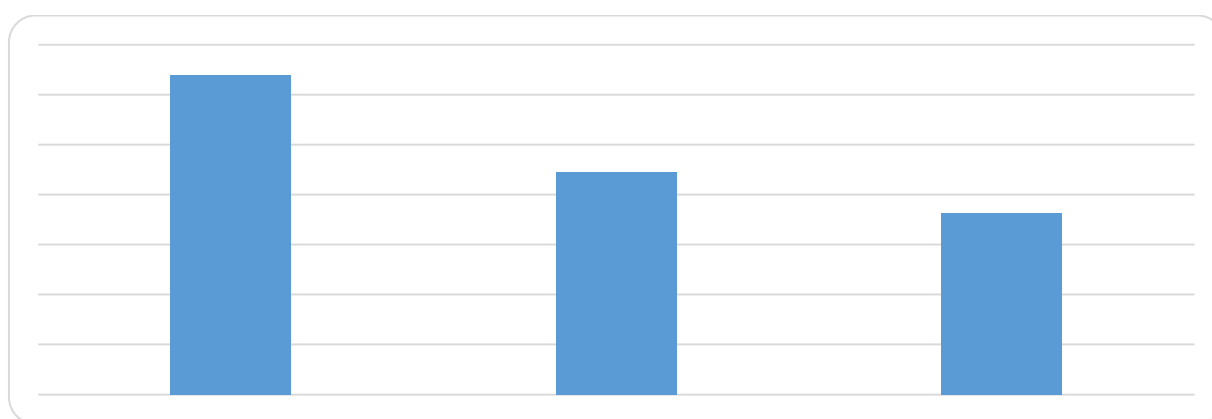
Maître d'ouvrage: la personne morale de droit public ou de droit privé qui est propriétaire final de l'ouvrage ou de l'équipement technique, objet du marché.

Sources statistiques : DGAIE

Tableau 14 : évolution des réceptions des biens des ministères et institutions de l'Etat

Quantités/Valeurs	2013	2014	2015
Nombre de réceptions	1900	1897	1935
Montant (en milliards de Francs CFA)	242,7	168,7	140,6

Source : DGAIE/DCM



Graphique 28 : Evolution du montant moyen d'une réception

Source : DGAIE

VII.2 Réforme des biens de l'Etat

Points saillants :

- accroissement substantiel du nombre de véhicules reformés en 2016 ;
- prédominance des véhicules à deux roues dans les véhicules réformés.

Commentaire général

La réforme des matières des structures de l'Etat, aussi bien au niveau central que déconcentré, s'est accru en 2016. Cet accroissement soudain, qui s'est traduit par un nombre élevé de matériels roulants reformés, est principalement dû aux opérations spéciales de réforme organisées dans les structures déconcentrées de l'Etat.

Le matériel roulant reformé est constitué de véhicules à deux roues et à quatre roues. La répartition de ce matériel par type de véhicules montre une prédominance de véhicules à deux roues. En effet, près de 56 % du matériel reformé sont des engins à deux roues contre 44% d'engin à quatre roues.

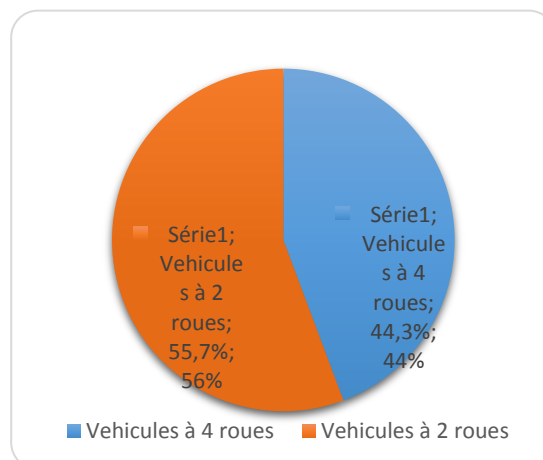
En ce qui concerne la réforme des autres matériels de l'administration, il s'agit essentiellement de matériels de bureau et de logement hors usage. Cette réforme s'effectue par la mise à prix d'un ensemble de matériels constitué d'un lot proposé à la vente aux enchères publiques.

Sur la période, les réformes de petits matériels ont été organisées au niveau central lors des opérations d'assainissement des Ministères et Institutions ainsi que dans certains EPE et sociétés d'Etat après la réalisation d'un inventaire règlementaire.

Tableau 15 : évolution du nombre de véhicules reformés

Désignations	2013	2014	2015	2016
Total	723	2323	321	4151
Véhicules 4 roues	262	nd	132	1840
Véhicules 2 roues	461	nd	189	2311

Source : DGAIE/DCM



Graphique 29 : répartition du matériel reformé en 2016 par type (%)

Source : DGAIE/DAIE

VII.3 Situation des ventes aux enchères

Points saillants :

- très forte augmentation de matériels roulant en 2016.
- forte prédominance des ventes aux enchères dans la région du centre. .

Commentaire général

Évolution du nombre de matériels vendus aux enchères

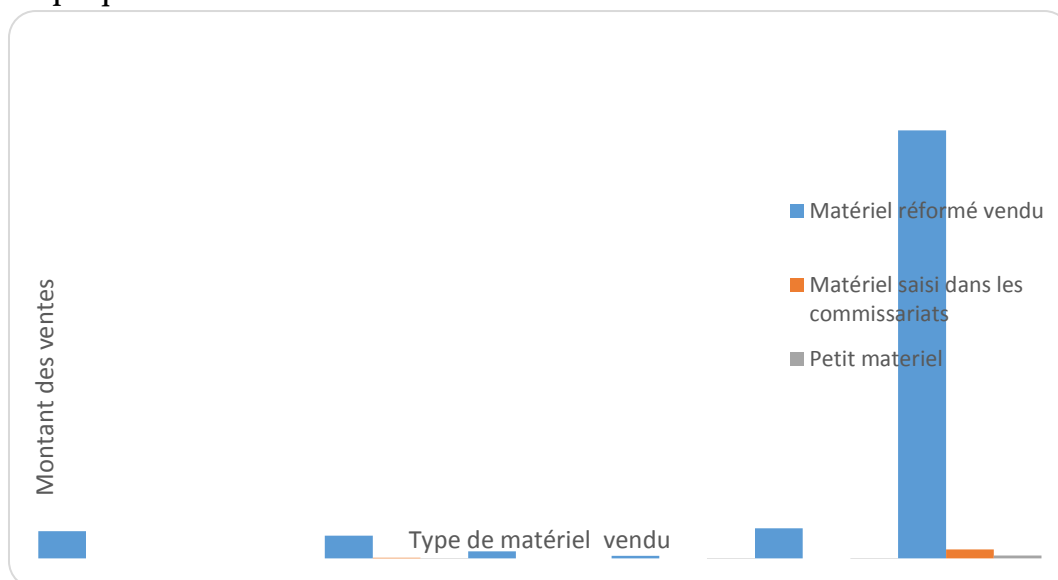
La vente aux enchères concerne le matériel réformé de l'Etat et le matériel saisi.

Le nombre de matériel vendu en 2016 est composé de 1568 Matériel roulant à 4 roues, 6976 matériel roulant 2 roues et de 564 lots de petit matériel. Les recettes des ventes aux enchères en 2016 s'élèvent à 1651,4 millions de Francs CFA soit une forte croissance de 155,7%. Cette hausse se justifie du fait de l'organisation en 2016 d'une opération spéciale de réforme et de vente aux enchères qui a concerné toutes les régions.

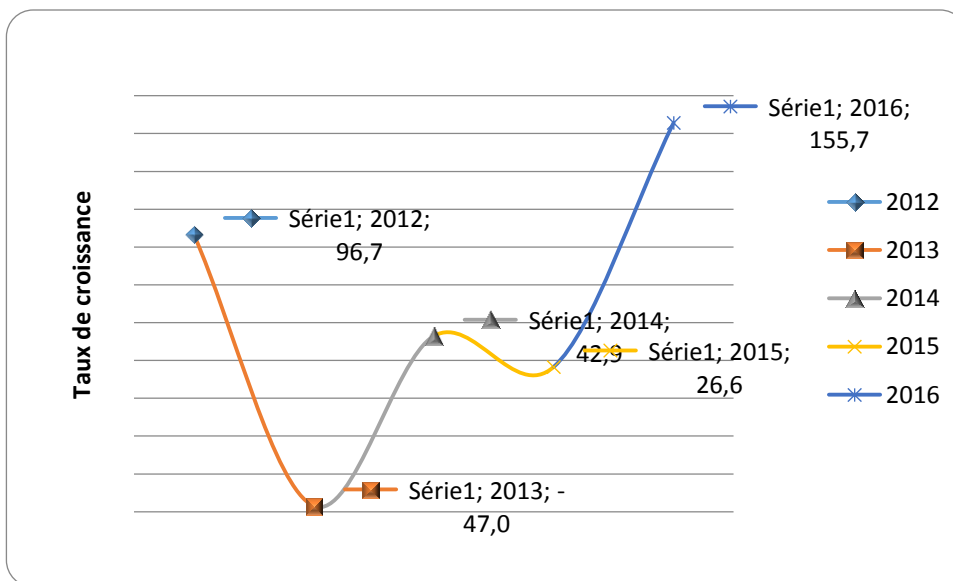
Tableau 16: évolution des quantités de biens vendus aux enchères publiques

Type de bien	2012	2013	2014	2015	2016
Matériel roulant 4 roues	501	181	nd	nd	1568
Matériel roulant 2 roues	1166	652	nd	nd	6976
Lot de petit matériel	331	617	nd	nd	564
TOTAL	1998	1450	nd	nd	9108

Graphique



Graphique 30 : situation des ventes aux enchères des matières de l'Etat dans quelques régions (Francs CFA)



Graphique 31 : évolution des taux de croissance des ventes aux enchères publiques
Source : DGAIE/DAIE

VII.4 Déploiement de la comptabilité des matières dans l'administration publique

Points saillants

- déploiement progressive de la comptabilité des matières dans les structures sur la période 2012-2016 ;
- implantation plus accentuée dans les ministères et institutions publiques.

Commentaire général

La dynamique de progression de l'implantation de la comptabilité des matières dans les administrations publiques a connu une accélération en 2016. Avec seulement 11 structures bénéficiaires en 2012, la comptabilité des matières a été implantée dans 40 et 63 structures respectivement en 2015 et 2016.

Ce processus de déploiement de la comptabilité des matières se réalise à travers la formation des gestionnaires des matières, la formation en technique d'inventaire et de codification des matières et l'inventaire des matières. A ce titre, l'effectif annuel de personnes formées est passé de 90 en 2012 à 580 en 2016, après un niveau record de 737 en 2014.

L'implantation de la comptabilité des matières est aussi marquée par des activités de sensibilisation au sein de certaines structures. Ainsi, en 2015, 625 personnes ont été sensibilisées contre 337 en 2013.

Les structures bénéficiaires de l'implantation de la comptabilité des matières sont composées en majorité de ministères ou institution. En effet, sur 10 structures bénéficiaires, plus de 7 sont des ministères ou institutions.

Le nombre d'établissements publics de l'Etat et les sociétés d'Etat bénéficiaires s'est fortement accru en 2016. Par contre, dans les collectivités territoriales l'implantation de la comptabilité des matières reste très timide car à partir de 2014, elles étaient sous le mode de fonctionnement de délégation spéciale. En 2016, seulement 2 collectivités en ont bénéficié.

Tableau 17 : évolution du nombre de structures bénéficiaires de l'implantation de la comptabilité des matières

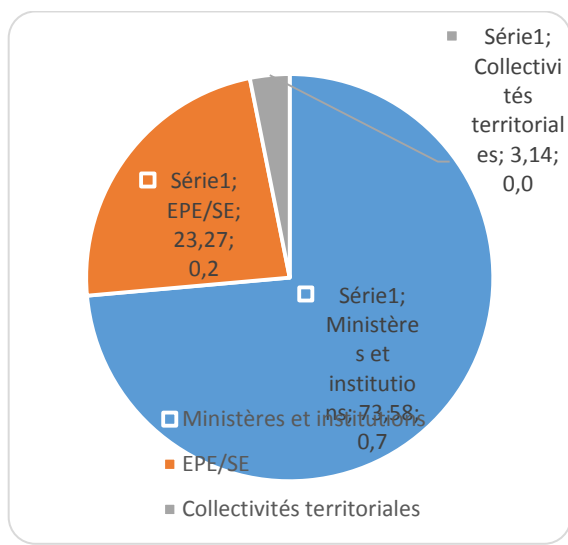
Structures	2012	2013	2014	2015	2016
Ministères et institutions	11	12	25	35	34
EPE/SE	0	4	3	3	27
Collectivités territoriales	0	1	0	2	2
Total	11	17	28	40	63

Source : DGAIE/DCM

Tableau 18 : évolution de l'effectif de personnes formées ou sensibilisées sur la comptabilité des matières

Catégorie de personne	2012	2013	2014	2015	2016
Personnes sensibilisées	nd	337	495	625	nd
Personnes formées	90	485	737	510	580

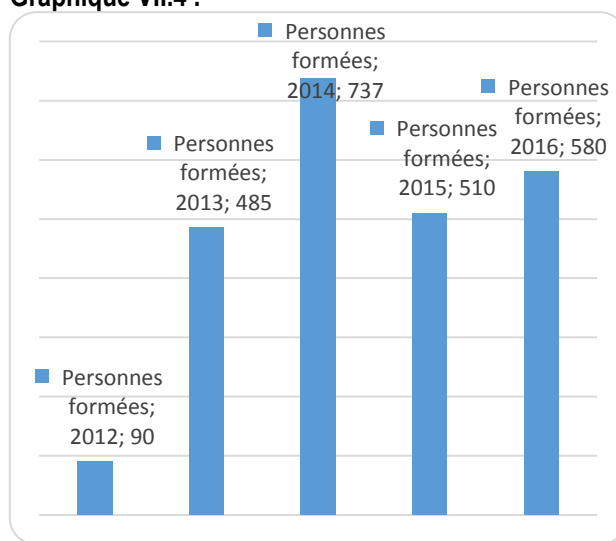
Source : Rapports PTA-PCMAP-BF



Graphique 32 : répartition (%) des structures bénéficiaires du déploiement de la comptabilité des matières

Source : DGAIE/DCM

Graphique VII.4 :



Graphique 33 : évolution du nombre de personnes formées sur la comptabilité des matières

Source : DGAIE

**DEUXIEME PARTIE : QUELQUES
STATISTIQUES DES AFFAIRES
IMMOBILIERES ET DE L'EQUIPEMENT
DE L'ETAT**

I- STATISTIQUES SUR LE PERSONNEL DE LA DGAIE

Tableau 19 : répartition du personnel par catégorie (en %)

CATEGORIE	2013	2014	2015	2016
A et assimilés	29,94	21,40	21,03	18,69
B et assimilés	22,93	17,12	18,25	20,09
C et assimilés	26,11	24,51	24,60	16,36
D et assimilés	8,28	3,89	3,97	7,48
E et assimilés	12,74	33,07	32,14	37,38
TATAUX	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : DGAIE/SRH

Tableau 20 : évolution de l'effectif des fonctionnaires par catégorie

ANNEE CATEGORIE	2013	2014	2015	2016
A	47	55	53	40
B	34	42	44	43
C	35	57	57	35
D	8	5	5	16
E	19	19	19	80
TOTAL	143	178	178	214

Source : DGAIE/SRH

Tableau 21 : évolution personnel par tranche d'âge

TRANCHE D'AGE	2013	2014	2015	2016
26-30	12	16	16	16
31-36	44	44	46	51
36-40	33	105	34	40
41-45	13	15	17	37
46-50	24	28	29	36
51-55	20	34	97	26
56-60	11	15	13	8

II- STATISTIQUES SUR LES BATIMENTS ADMINISTRATIFS DE L'ETAT

Tableau 22 : Situation des bâtiments administratifs selon le type d'usage au niveau central en 2016

Type d'usage	Nombre
Usage de bureau	493
Usage de logement	38
Usage technique	170
Total	701

Source : DGAIE/DCM

Tableau 23 : situation des bâtiments administratifs dans quelques chefs lieu de région en 2016

Régions	nombre
Centre-ouest	114
Centre nord	119
Centre Sud	54
Plateau Central	118
Centre	701
Haut bassin	218
Total	1324

Source : DGAIE/DCM

Tableau 24 : Evolution des dépenses de construction de nouveaux bâtiments administratifs (en millions de Francs CFA)

Année	2012	2013	2014	2015	2016
Montant	36 940,10	45086,86	25 340,31	17 061,70	29 098,98

Source : CID

Tableau 25: Evolution du portefeuille de baux administratifs consentis à l'Etat par type d'usage

Type de bâtiments	2012	2013	2014	2015	2016
Total	299	305	308	301	270
Usage de bureau					
Usage de logement					
usage technique					

Source : DGAIE/DCM

Tableau 26: Evolution du montant des baux administratifs consentis à l'Etat par type d'usage (en milliards de Francs CFA)

Type de bâtiments	2012	2013	2014	2015	2016
Total	3,31	4,07	5,31	5,12	5,12
Usage de bureau					
Usage de logement					
usage technique					

Source : DGAIE/DCM

Tableau 27 : évolution du nombre de demandes de location de bâtiments exprimé et approuvé

Désignations	2012	2013	2014	2015	2016
Demande exprimée	52	206	59	43	35
Demande approuvée	26	36	25	18	nd
Taux de satisfaction (en %)	50,0	17,5	42,4	41,9	nd

Source : DGAIE/DAIE

Tableau 28 : évolution du nombre de contrats de bail résiliés par type d'usage

Usage de bureau	2012	2013	2014	2015	2016
Total	15	29	23	35	42
Usage de logement					
usage technique					

Source : DGAIE/DAIE

Tableau 29 : évolution du montant des contrats de bail résiliés par type d'usage

Type d'usage	2012	2013	2014	2015	2016
Total	253,1	236,0	150,8	339,1	372,1
Usage de logement					
usage technique					
Usage de bureau	253,1	236,0	150,8	339,1	372,1

Source : DGAIE/DAIE

Tableau 30 : Evolution des recouvrements des recettes de service de la DGAIE

Type de recettes	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Vente aux enchères	342,4	673,4	357,1	510,3	645,9	1651,4
Location d'immeuble	17,6	95,5	68,7	13,1	ND	0
Vente de fiche d'immatriculation	5,4	5,5	5,9	5,5	5,5	3,4
Location d'espace pour implantation de pylônes de télécommunication	0	17,6	9,5	68,7	13,1	11,7
Location de véhicule	80,3	84,3	113,9	76,3	91,6	78,6
Total	445,7	876,3	555,1	673,9	756,1	1745,1

Source : DGAIE/DAIE

Tableau 31 : Evolution des dépenses associées à l'utilisation des bâtiments par l'administration

Désignations	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses de sécurisation	62,1	341,7	412,0	340,2	515,3
Dépenses de nettoyage et d'entretien	1 310,2	912,5	1 222,9	1 010,8	1 365,4
Dépenses de réhabilitation	870,9	586,1	2 051,9	0	739,5
Total	2 243,2	1 840,2	3 686,8	1 350,9	2 620,2

Source : DGAIE/DAIE

Source : CID

III- STATISTIQUES SUR LES DEPENSES D'EQUIPEMENTS, EAU, ELECTRICITE ET TELEPHONE

Tableau 32: Evolution des acquisitions d'équipements faites par les ministères et institutions (en milliards de Francs CFA)

Type d'équipements	2012	2013	2014	2015	2016
Matériels informatiques	1,99	2,16	0,90	0,40	0,10
Matériels et mobiliers de bureau	1,38	1,22	1,52	0,10	0,08
Matériels et mobiliers de logement	0,08	0,10	0,16	0,05	0,06
Matériels spécifiques	0,60	0,42	0,29	0,07	0,06
Fournitures de bureau	3,04	2,89	2,73	3,02	1,98
TOTAL	7,09	6,78	5,60	3,64	2,28

Source : CID

Tableau 33 : Evolution des acquisitions d'imprimés administratifs (en millions de Francs CFA)

DESIGNATION	2012	2013	2014	2015	2016
Dotation	761,15	241,85	976,08	312,36	1023,47
Exécution (Base montant payé)	99,53	241,85	122,34	297,71	299,42
Taux d'exécution	13,08	100,00	12,53	95,31	29,26

Source : CID

Tableau 34 : Programme d'équipement de l'administration publique

Désignation	2012	2013	2014	2015
Dotation	1 498,04	5 314,93	2 000,00	741,82
Exécution (Base montant payé)	1 498,04	5 314,93	1 541,01	741,82
Taux d'exécution (en %)	100,00	100,00	77,05	100,00

Source : CID

Tableau 35 : Evolution du montant des factures d'eau, d'électricité et de téléphone

	2012	2013	2014	2015	2016
Eau	7 133,27	7 322,26	7 295,00	7 042,15	7 571,92
Electricité	15 233,00	15 987,57	16 597,78	16 864,07	17 370,03
Téléphone	4 947,89	4 245,99	4 382,18	4 502,28	4 342,47
TOTAL	27 314,16	27 555,83	28 274,96	28 408,49	29 284,43

Source : CID

Tableau 36: Evolution des DCIM et des dépenses de fonctionnement courant de l'Administration

Désignation	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses communes interministérielles	351,43	341,05	270,07	255,23	213,99
Dépenses de personnel	356,74	563,79	418,51	433,78	572,56
Dépenses de fonctionnement	120,69	118,10	101,68	117,79	126,68
Dépenses de transferts courants	360,28	330,16	340,12	320,90	365,89
Total	837,72	1012,04	860,31	872,47	

Source : CID

IV- STATISTIQUES SUR LE PARC AUTOMOBILE DE L'ETAT

Tableau 37: situation du parc automobile de l'Etat au niveau central en 2016

SECTION	MINISTERE OU INSTITUTION	TYPES DE VEHICULES						TOTAL
		2 ROUES	4 ROUES			TOTAL 4 ROUES	VEHICULES SPECIFIQUES	
		MOTOS	BERLINES	PICK UP	STATION WAGON			
01	PRESIDENCE DU FASO	30	63	111	66	240	10	280
02	SGGCM	5	7	2	2	11	0	16
03	PREMIER MINISTERE	22	76	32	34	142	6	170
04	AN	9	56	4	10	70	3	82
05	CES	0	4	1	1	6	1	7
09	MATD	0	25	38	12	75	1	76
10	MJDHPC	15	38	29	14	81	10	106
11	MDNAC	57	80	61	21	162	38	257
12	MAECBE	7	23	5	12	40	0	47
13	M. SECURITE	0	19	27	7	53	1	54
14	MINEFID	278	93	171	79	343	18	639
15	MCAT	32	12	11	7	30	2	64
17	MFPTPS	16	32	65	36	133	5	154
18	MCRP	32	22	41	29	92	6	130
20	MSL	4	12	6	6	24	3	31
21	M.SANTE	61	51	92	122	265	23	349
22	MFSNF	92	34	52	29	115	14	221
23	MENA	63	19	51	38	108	3	174
24	MESRSI	82	72	84	64	220	28	330
25	MCIA	12	47	35	17	99	12	123
26	MMC	0	12	24	35	71	12	83
27	MAAH	7	26	108	60	194	16	217
28	MRAH	22	26	23	28	77	7	106
29	MEEVCC	78	19	86	66	171	11	260
30	MI	15	23	183	63	269	13	297
31	MDENP	172	34	38	27	99	3	274
32	MTMUSR	9	14	33	8	55	1	65
37	MJFIP	132	16	38	33	87	6	225
38	MUH	22	29	33	24	86	20	128
42	MEA	9	54	107	69	230	9	248
43	ME	0	57	296	44	397	31	428
50	GRANDE CHANCELLERIE	1	4	1	3	8	1	10
51	CSC	6	11	5	4	20	0	26
52	ASCE-LC	1	4	7	4	15	0	16

54	CONSEIL CONSTITUTIONNEL	4	20	0	5	25	1	30
55	CONSEIL D'ETAT	4	7	3	2	12	0	16
56	COUR DES COMPTES	0	13	2	7	22	0	22
57	COUR DE CASSATION	10	11	3	1	15	0	25
58	CENI	4	4	13	7	24	0	28
59	CIL	0	2	3	1	6	1	7
60	MEDIATEUR DU FASO	2	2	11	2	15	0	17
98	COLLECTIVITES TERRITORIALES	159	23	26	2	51	48	258
99	PARC CENTRAL DE L'ETAT	0	140	17	10	167	0	167
TOTAL GENERAL		1474	1336	1978	1111	4425	364	6263

Source: rapport d'inventaire 2016 du parc auto de l'Etat

Tableau 38: Situation en 2016 du parc automobile de l'Etat par région et par types de véhicules

N°	REGIONS	TYPES DE VEHICULES						TOTAL
		BERLINE	PICK UP	STATION WAGON	VEHICULE SPECIFIQUE	TOTAL 4 ROUES	MOTO	
1	BOUCLE DU MOUHOUN	4	70	30	4	108	564	672
2	CASCADES	4	79	22	13	118	492	610
3	CENTRE	41	97	32	79	249	194	443
4	CENTRE EST	5	113	15	7	140	779	919
5	CENTRE NORD	4	32	25	4	65	114	179
6	CENTRE OUEST	14	82	38	10	144	527	671
7	CENTRE SUD	2	33	5	1	41	268	309
8	EST	7	85	33	1	126	517	643
9	HAUTS BASSINS	13	151	67	33	264	800	1064
10	NORD	6	130	15	27	178	809	987
11	PLATEAU CENTRAL	1	32	6	5	44	569	613
12	SAHEL	4	31	23	3	45	387	432

13	SUD OUEST	2	27	20	2	51	215	266
TOTAL		103	931	308	186	1528	5848	7376

Source: rapport d'inventaire 2016 du parc auto de l'Etat

Tableau 39: Situation du parc automobile de l'Etat et par type de véhicules en 2016

TYPES		2 ROUES	4 ROUES			VEHICULES SPECIFIQUES	TOTAL DES VEHICULES
		MOTOS	BERLINES	PICK UP	STATION WAGON		
TOTAL STRUCTURES CENTRALES	MINISTERES ET INSTITUTIONS	1474	1196	1961	1101	364	6096
	PARC CENTRAL DE L'ETAT	0	140	17	10	0	167
	TOTAL	1474	1336	1978	1111	364	6263
AU NIVEAU REGIONAL		5848	103	931	308	186	7376
TOTAL		7322	1439	2909	1419	550	13639

Source: DGAIE/DCM

GLOSSAIRE

Concepts	Définitions
Bail administratif	Contrat de location d'immeubles dans lequel l'Etat ou un de ses démembrements est partie contractante.
Comptabilité des matières	La comptabilité des matières a pour objet le recensement et le suivi, sous le double aspect quantité et valeur, de tous les biens, meubles et immeubles autres que les deniers et valeurs de l'État et des autres organismes publics régis par les règles de la comptabilité publique Elle dresse l'inventaire et permet le suivi des immobilisations corporelles et incorporelles, des stocks et des objets remis en dépôt.
Comptable des matières	Fonctionnaire ou agent régulièrement habilité à tenir la comptabilité des matières des organismes publics soumis aux règles de la comptabilité publique.
Fongible	Se dit d'un bien qui, dans l'usage qui en est fait, peut se substituer à un autre bien, de même nature, de même qualité ou de valeur égale.
Hôtel administratif	Bâtiment administratif à niveaux à usage de bureaux, d'une grande capacité d'accueil, destiné à abriter plusieurs services publics à la fois. C'est un outil du gouvernement pour améliorer le cadre de travail des agents publics et accroître l'urbanité des chefs-lieux de régions.
Immeuble (immobilier)	Bien qui ne peut être déplacé.
Indemnité de remise en état (IRE)	Indemnité de remise en état (IRE) est une somme que l'Etat doit verser au bailleur après la résiliation d'un contrat de bail en réparation des dégradations subies par ledit bâtiment du fait de l'occupation.
Inventaire	Comptage physique du nombre (ou mesurage physique de la quantité) de matières existantes
Les équipements	Les équipements sont généralement composés de matériels et mobiliers (bureau, logement et spécifiques), de matériels informatiques et de fournitures de bureau
Matières	Il s'agit des biens (meubles et immeubles, corporels et incorporels, consommables et d'utilisation durable) à l'exception des disponibilités monétaires, des valeurs inactives et des immobilisations financières, appartenant à l'État ou aux autres organismes soumis aux règles de la comptabilité publique ; ainsi que des objets remis en dépôt.
Meuble (mobilier)	Bien qui peut être déplacé, par opposition au bien immeuble.
Patrimoine	Ensemble des biens (biens meubles ou immeubles), droits, créances, obligations, éléments inaliénables et transmissibles que possède, à un moment donné, l'État ou les autres organismes soumis aux règles de

Concepts	Définitions
	la comptabilité publique.
Patrimoine immobilier de l'Etat	Biens immobiliers détenus en propriété par l'Etat et ses démembrements : terrains bâtis et non bâtis
Politique immobilière de l'Etat	Cadre général des orientations stratégiques en termes de planification, de gestion et de suivi de toutes les actions en matière immobilière de l'Etat assorties d'instruments de mesures de la performance
Réhabilitations	Définition : il s'agit de la remise en état des bâtiments administratifs usagés ou délabrés
Réforme	
Remise en l'Etat	Réparation des dégradations subies par un bâtiment pris en location par l'Etat du fait de l'occupation.
Services associés	<p>Ensemble de prestations à effectuer dans un bâtiment en vue d'en assurer une fonctionnalité permanente et améliorer ainsi sa durabilité. Elles visent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le maintien de la propreté des lieux (nettoyage des bureaux, cours et toits, entretien des jardins) ; - la maintenance des équipements et des installations (circuit électrique, réseau informatique, climatisation, plomberie sanitaire, bris de glace, étanchéité, traitement anti termites, etc.) ; - la sécurisation du bâtiment (sécurité incendie et protection des biens et des personnes).
Stock	Ensemble des biens acquis ou fabriqués qui sont au magasin, en instance d'affectation, d'utilisation ou de vente.